

BHALE BACCE CREW : CET HOMME

Refrain :

C'est contre toi cette chanson
 Toi petit homme qui sans raison
 Avec des discours et des lois
 Nous a donné tous un peu froid

Toi qui nous a repris l'espoir
 Que nous avons de la mémoire
 Tous les gens bien et mal intentionnés
 Vont te claquer la porte au nez

Il parle parle parle et personne s'étonne
 Moi ca me fait mal mal mal d'entendre cet homme
 Sarkozy, ta vision de la France n'est pas la mienne, man
 Je la connais pas cœur laisse moi déchirer ton programme

1. Un jour s'est décidé, dans un dîner d'élite
 Que discuter ensemble, deviendrait un délit
 A ceux qui n'ont pas la chance d'être bien logés à Neuilly
 Sortez de la tour et des uniformes seront là pour vous accueillir

La tentation est rapide et efficace
 Y a des caméras dans la rue mais sans les dédicaces
 Il a coupé les crédits des assos dans les quartiers
 Mais sais tu qu'éducateurs et CRS n'ont pas le même métier

On m'a dit partout j'ai lu entendu la jeunesse est vivante
 Ouvrez les yeux, écoutez, ses idées ne sont pas récentes
 N'a-t-on pas été assez clair ? Jamais d'une politique à la Blair
 Dès demain qu'on le chasse vite vite vite d'ici avant que nos enfants pleurent

2. Mais dis moi que fait la police ?
 Humiliation, bavure, bien trop longue est la liste
 Mais dis moi que fait le ministre ?
 Provocation séduction de l'électorat lepéniste

Policiers, CRS, ne font plus régner l'ordre mais blessent
 Dis moi : est ce normal que la vue d'un uniforme stresse ?
 Deux grammes de weed en poche et voilà qu'ils t'emmènent au poste
 Et le ministre ferme les yeux sur les gardes à vue matches de boxe

Il paraît qu'ça rassure, moi ça me fait peur
 Le modèle américain j'vois pas l'apport mais j'vois c'qu'on y perd

PROCHAINS RENDEZ-VOUS :

MARDI 20 NOVEMBRE :
 MANIF DE LA FONCTION PUBLIQUE AVEC LES ÉTUDIANTS (NOUS !) ET D'AUTRES...

VÉLORUTION :
 TOUS LES PREMIERS SAMEDIS DU MOIS PLACE HOCHÉ
 15H : ATELIER DE RÉPARATION DE VÉLO
 16H : MANI-FESTIVE

INFORMEZ-NOUS DE VOS PROCHAINS ÉVÉNEMENTS :
LE69-3.ORG@LAPOSTE.NET

(agenda militant remis à jour régulièrement sur www.le69-3.org)

On est comme des lions, qu'ils voudraient mettre dans des cages
 On est des millions, à vouloir faire passer ce message :

Il est dangereux, malgré ce que disent les médias,
 Elle est dangereuse, sa politique de l'immédiat
 Il est dangereux, il nous mythone il nous endort
 On connaît les dégats qu'il a causé pour lutter que faut il encore ?

3. T'as tout faux, tes raisonnements sont mauvais décalés,
 T'as pas le niveau, s.a.r.k.o, t'es pas bien grand,
 C'est pas nouveau, droite de la droite on connaissait
 Mais là c'est trop, tu alimentes la haine avec tes mots

Donne ton karsher à toutes les amès offensées
 Au passage un rappel, tous ces jeunes sont français
 A la tête de l'Etat j'vois une tache toute foncée
 Y a du nettoyage à faire un parasite à effacer

Ta mission, maintenant tu la connais elle s'appelle
 Démission, on veut plus t'entendre vomir à la Télévision.
 A quand l'éclaircie, quand de meilleures prévisions ?
 Tu connais ta mission : démission

Une chanson à faire tourner, à écouter et à diffuser... Diffusion libre.
 Onsfoudkilao : <http://www.onsfoudkilao.com>

L'association Karakol, qui veut créer un café associatif sur Rennes, cherche un local d'au moins 40 mètres carrés dans les quartier sud de Rennes ou Villejean, pour tenir le café du mercredi au dimanche. L'association cherche aussi un chariot que l'on peut tirer par les bras ou à vélo pour faire un kiosque ambulante de journaux alternatifs. Contact mail : karakol.cafe@free.fr et site : <http://karakol.cafe.free.fr/>

AUTRES SOURCES D'INFO CONSEILLÉES :

- LE PLAN B — WWW.LEPLANB.ORG**
- SILENCE — WWW.REVUESILENCE.NET**
- LE MONDE LIBERTAIRE — [HTTP://MONDE-LIBERTAIRE.INFO/](http://MONDE-LIBERTAIRE.INFO/)**
- CQFD — WWW.CEQUILFAUTDETRUIRE.ORG**
- L'ENVOLEE — [HTTP://JOURNALENVOLEE.FREE.FR/](http://JOURNALENVOLEE.FREE.FR/)**
- INDYMEDIA NANTES — WWW.NANTES.INDYMEDIA.ORG**

LES SUR RENNES :

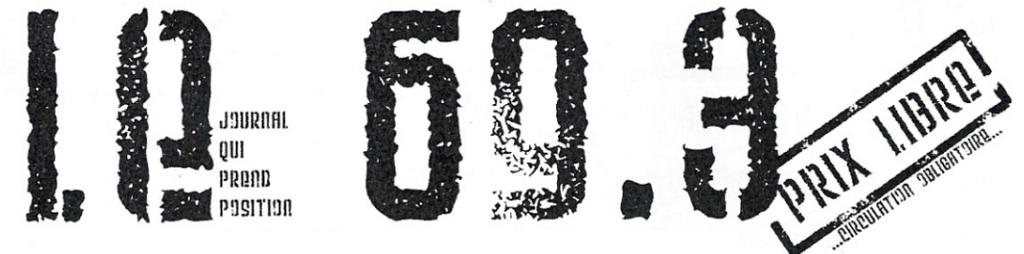
- LE CLÉBARD À SA MÉMIÈRE — [HTTP://WWW.LECLEBARD.ORG](http://WWW.LECLEBARD.ORG)**
- PARTICULE — [HTTP://TONDEUSE.EU.ORG](http://TONDEUSE.EU.ORG)**
- INSTITUT DE DÉMOBILISATION — [HTTP://GOLRI.NET/12D/](http://GOLRI.NET/12D/)**
- LA RUMEUR — LARUMEUR.PROPOS@GMAIL.COM**

LES SUR INTERNET :

- [HTTP://WWW.DAILYMOTION.COM/69-3](http://WWW.DAILYMOTION.COM/69-3)**
- [HTTP://WWW.SQUAT.NET](http://WWW.SQUAT.NET)**
- [HTTP://WWW.INFOKIOSQUES.NET](http://WWW.INFOKIOSQUES.NET)**
- [HTTP://OBSINTER.FREE.FR](http://OBSINTER.FREE.FR)**
- [HTTP://WWW.APPELAUXSANSVOIX.ORG](http://WWW.APPELAUXSANSVOIX.ORG)**
- [HTTP://LYCEENS-SOLIDAIRES.COWBLOG.FR](http://LYCEENS-SOLIDAIRES.COWBLOG.FR)**
- [HTTP://KARAKOL.CAFE.FREE.FR](http://KARAKOL.CAFE.FREE.FR)**

tiré sur papier recyclé !!!

N°9
 16 PAGES
 novembre 2007



Le journal qui prend position
Ceci n'est pas un journal, ceci est un mouvement.
Ou plutôt un journal-mouvement. Devenons média !

A la recherche de la gauche perdue.

La Civilisation Ray-Ban.

« Les peuples ont le pouvoir qu'ils méritent ».

Si nous sommes radicalement démocrates, cette phrase est la nôtre. Nous sommes peu à peu rentrés dans ce que Castoriadis aurait pu appeler l'univers de l'insignifiance, l'univers du vide où tous les actes que nous voyons, tous les messages que nous recevons sont les vaguelettes d'un roulis quotidien. La gauche a toujours entretenu un rapport ambigu avec le pouvoir, un rapport d'hainamour comme disent les lacaniens ; on considérait De Gaulle en 58 comme un nouveau dictateur et en 68, il était le grand-père à mettre au placard. En 81, celui qui avait vu dans la Vème République un régime du Coup d'Etat permanent arrive au pouvoir, faisant d'une pierre deux coups : sa gauche frissonnait d'aise dans les rues de Paris et sa francisque reçue des mains du Maréchal n'était plus qu'un souvenir jauni par l'histoire. La gauche a toujours eu de magnifiques lunettes binaires alors que le pouvoir était beaucoup plus complexe. Les Paras ont été emmenés à Alger par les socialistes et c'est Pompidou, le normalien conservateur, qui a satisfait la soif de culture des parisiens post-soixantuidards. Giscard d'Estaing, le réformateur et promoteur des droits de la femme, décontenançait la vieille droite en même temps qu'il mettait en place ce qui est devenu aujourd'hui le G8, la nouvelle oligarchie mondiale.

Lentement, tout doucement, s'installait un brouillage des pistes dans le pouvoir qui noie les rapports de force. Et qui, mieux que le PS, a su faire passer le renforcement de la monarchie républicaine pour un affermissement du socialisme, qui mieux que ceux-ci a affirmé que la privatisation de TF1 signifierait l'émancipation culturelle, qui mieux que la Mitterrandie a séparé l'Union européenne du Peuple européen ? Bernard Tapie, ex-chanteur de cabarets, mafioso du foot, est devenu sous Tonton le chantre du Capitalisme à visage humain, celui de

Charte du journal :

- Nous, comité de rédaction, reconnaissons notre responsabilité sur la place publique en tant qu'acteurs politiques
- Nous, comité de rédaction, reconnaissons notre subjectivité dans le travail d'expression de notre esprit critique
- Nous, comité de rédaction, avons pour ambition de compléter, recontextualiser l'information donnée par les médias traditionnels et d'aller au-delà des aléas de l'actualité à court terme
- Nous, comité de rédaction, vous invitons à devenir lecteurs-acteurs dans la tribune libre, plate-forme de réflexion collective.

Drucker le dimanche après-midi. Nous sommes enfin rentré dans la Civilisation Ray-Ban où la Seine Saint-Denis rêve de passer de l'autre côté du petit-écran et où le PC rivalise avec la fièvre néo-vichyste pour la propriété d'une image bien contemporaine : que représente donc Guy Môquet, si ce n'est le mariage incestueux entre le Rouge et le Brun quand les staliniens pactisaient avec les nazis pour la réparation de L'Humanité, journal de Jaurès, tué par une France qui en 14 ne voulait plus d'hommes libres ? La Ray-Ban est le Graal du XXIème siècle, à la fois adorée et répudiée. Heureusement sont encore là les classes moyennes et leur Bayrou comme ultime Che Guevara. La Ray-Ban en somme, c'est l'Identité française.

Les Frontières Intérieures.

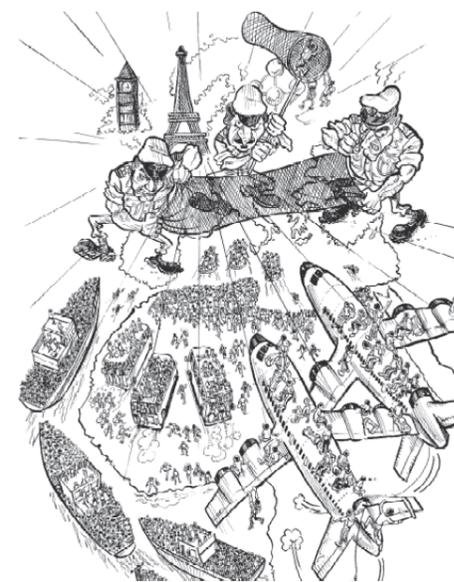
« Ne tombez pas amoureux du pouvoir ».

C'est Michel Foucault (pas le présentateur, au cas où !) qui nous donnait ce conseil pour l'avenir dans une invitation à une vie non-fasciste en hommage à L'Anti-Cédepe de Deleuze et Guattari dont une Biographie croisée vient de paraître qui nous permet de revisiter cinquante années de vie intellectuelle et politique pour nous défaire des partis et autres églises. Deleuze apercevait dans notre époque, avant de se défenestrer en 95, l'apparition d'un néo-fascisme ou mieux, de micro-fascismes. Il n'y a plus de grandes armées et des bras tendus au ciel, juste des petits riens, des radars, des panneaux « interdit de fumer », des charters... La démocratie, c'est le pouvoir de la médiocrité, disent ceux-là même qui guident le peuple, les Finkielkraut et autres « tortionnaires de l'intelligence collective ». Nous sommes dorénavant enfermés dans nos corps, nos groupes, nos communautés, nos pouvoirs d'achat. Ne nous reste plus qu'à vivre et penser comme des porcs, jugeait Gilles Châtelet. Nous avons intériorisé le pouvoir jusqu'à devenir nos propres flics et 68 est l'ennemi number one. Un tiers des français pensent qu'il y a évidemment trop d'étrangers en France et le grand humaniste avec son sac de riz, aujourd'hui Ministre de l'extérieur et aveugle omniscient, Bernard Kouchner, pouvait nous dire que « la France ne peut pas recevoir toute la misère du monde ». Nous nous sommes tellement mentis à nous-mêmes que le monde nous a cru et en Amérique latine, le mot France est cette terre de libertés synonyme de Droits de l'homme et où le chômage est un problème inconnu.

suite de l'édito page 2...

Sommaire !

- Le CPE. Retour sur une défaite annoncée ou l'histoire d'une non-victoire.
- La loi d'autonomie des universités
- Franchisons le pas, privatisons la santé !!!
- Silence en birmanie, seule la diplomatie peut parler
- De demi-mensonges en contre-vérités.
- Le pic pétrolier, crise de civilisation
- Le Capitalisme Mondial Intégré et la Révolution Moléculaire
- Introduction à la vie non-fasciste
- Le dialogue selon l'Etat
- Appel de la coord' de Rennes et Appel de Rouen
- Bhale Bacce Crew : Cet Homme



Nous rêvons d'un mur qui traverserait la Méditerranée comme les Américains ont su séparer le vieux du Nouveau Mexique. En fait, c'est nous qu'on enferme, dans nos gênes, dans nos races blanches, dans nos Ray-Ban. Comme disait déjà Hegel, le Maître est celui qui ne sait pas que l'Esclave le connaît. On clôt le parc pour identifier le mouton noir et « voir si la couleur d'origine peut revenir », comme disait la chanson. A s'aimer soi-même, on se retrouve comme castré, nos désirs sont des chimères, nos mémoires, des interdits. La frontière, c'est interdire une partie de nous-mêmes et la conscience devient une repentance. La France enfermée, il n'y a plus d'Empire colonial, d'héritage, de massacres et de rencontres. Non, la France n'est pas allée jusqu'à la Russie tsariste ou à Madagascar ! Liberté-Egalité-Fraternité au Panthéon ; en Afrique, les bienfaits des Lumières. L'histoire est révolue, comme la révolution. Le patronat s'attaque maintenant à l'enseignement qui rappelle encore, Quelle horreur !, que les grèves de 36 ont été facteurs d'émancipation pour les ouvriers. Pendant ce temps-là, les suicides fleurissent dans les usines Renault comme de mauvaises verrues sur un corps lisse.

Résistance et Réalité.

« *Nous n'avons jamais été aussi libres que sous l'occupation allemande* ».

Le vieux Sartre de L'Être et le Néant (1943) nous l'affirmait : « Nous n'avons jamais été aussi libres que sous l'occupation allemande ». Que veut dire cette phrase au fond ? Les professeurs l'ont-ils appelée

LE CPE. RETOUR SUR UNE DÉFAITE ANNONCÉE OU L'HISTOIRE D'UNE NON-VICTOIRE.

Le mouvement que les médias ont réduit à « l'anti-CPE » et que les acteurs ont eu à cœur de nommer « Mouvement du Printemps français » a constitué la crise dans la jeunesse la plus importante depuis mai 68. De février à avril 2006, ce furent deux mois et demi de grève, jusqu'à 70 universités mobilisées sur 80, plus de 3 millions de personnes dans la rue, les campagnes et les cités en ébullition, les plus grandes institutions républicaines prises en tenaille entre un premier-ministre intransigeant et 82 pour cent de l'opinion qui condamnent le projet de loi.

Un an plus tard, la crise du CPE reste dans les mémoires comme une victoire aboutie pour la gauche et une vieille histoire à ne pas reproduire pour la droite. Le temps a fait son œuvre et les cicatrices se sont refermées comme des souvenirs qu'on préfère oublier. Pourtant, les acteurs cultivent le savoir du conflit, les joies fraternelles, les élans révolutionnaires, les violences subies, l'impasse politique du mouvement.

Un regard en arrière nous permet de voir comment le CPE restera une crise fondamentale dans l'histoire des luttes sociales. Le CPE fut un symptôme de la violence qui accompagne les politiques libérales et une rupture historique dans la pratique contestataire. Le CPE, une révolte fondatrice.

Villepin et la « monarchie républicaine » au service du néo-libéralisme.

“Ils vont s'apercevoir que je suis assez con pour aller jusqu'au bout”. Ce fut l'avertissement de Dominique de Villepin en pleine crise du CPE. En effet, le premier-ministre lança ce pavé dans la marre tout seul, en bon chevalier, par la promulgation de la loi inique du « 49.3 » le 10 février. Cet article de la Constitution stipule que le Premier-ministre mis en difficulté sur un texte de loi peut demander la responsabilité du gouvernement face au parlement. Surnommé « la Grosse Bertha » par le monde juridique, il est l'arme ultime d'un gouvernement qui veut passer en force.

Dominique Galouzeau de Villepin est le représentant de cette vieille monarchie républicaine qui trouve son épanouissement dans la Chiraquie. Avatar de la Noblesse d'Etat qu'accusait Bourdieu, jamais élu au suffrage universel, il agit aux plus hautes fonctions de l'Etat comme les « barbouzes » en Françafrique, par la raison d'Etat.

Et comme cette raison d'Etat a su mater la révolte des banlieues de l'automne 2005, Villepin conçoit le projet de loi dit « d'Egalité des chances » à l'hiver 2006 pour remettre la jeunesse au travail. La relation est limpide entre la politique du couvre-feu imposée dans les

en lisant la lettre de notre héros d'un jour ? Nous sommes rentrés dans une ère glaciale, immobile, où les lois fusent telles des étoiles filantes, les médias font alors fonction d'astrologues. L'heure serait au maquis ou à l'exil, selon le vieux dilemme. Il nous faut avant tout comprendre ce qui s'est passé. « Créer, c'est résister, Résister, c'est créer » nous enjoignaient de penser nos aïeux du Conseil National de la Résistance. Les syndicats, accusés d'avoir reçu des pots-de-vin du MEDEF, se penchent sur la douloureuse question du confort dévolu aux « papy-boomers », quid de la jeunesse ? La « gauche moderne » part au FMI, la « gauche anti-libérale » s'étripe entre Lénine et Trotsky ; le dictateur du Proletariat ou l'idéologue de l'Armée rouge ? Entre les deux, mon cœur balance. C'est la lutte finale...

Il faut maintenant imaginer un peuple nouveau, un peuple encore invisible. Un peuple venant du Réel. A l'échelle française, nous devons intégrer notre histoire mondiale, à l'échelle européenne, notre histoire internationale, à l'échelle planétaire, nos histoires singulières. Faire l'articulation entre notre vie individuelle et nos vies collectives est le préalable à toute dynamique progressiste. Méditons un instant sur la grande maxime de celui que nous ne nommerons pas, l'empereur de la Civilisation Ray-Ban : « Je n'ai pas peur des mots ». Nous devons lui faire comprendre, en risquant le jeu de mots, que nous sommes justement ses propres « maux », que « nous sommes encore là », que nos corps sont des présences inaliénables. Que nous n'avons pas de droits mais des pouvoirs. Que nous sommes la « puissance » du Peuple. Que nous sommes les « anti-corps » à la Civilisation Ray-Ban. La révolte, en définitive, est fille de la réalité.

banlieues françaises et une réforme néolibérale qui prévoit entre autres choses : le travail pour les apprentis dès 14 ans, le travail de nuit dès 15 ans, et le fameux CPE qui donne une période de deux ans à l'employeur pour licencier sans motif. Pensée machiavélique contre la révolte sociale, « le travail rend libre », argumentera M. Sarkozy, ministre de l'intérieur de l'époque. De Hegel à Auschwitz, la confusion idéologique sert le dessein réactionnaire.

Depuis Rennes, bastion de la révolte, regards sur une lutte novatrice.

Nous avons lancé à Rennes la contre-offensive à la politique villepiniste fin janvier et le 7 février l'Université Rennes II était officiellement la première université française en grève. Le 18 février, nous organisions la première « Coordination nationale » qui rassemblait des représentants de toutes les universités en lutte pour décider d'un programme et d'une stratégie commune. Il était décidé de reproduire la même opération toutes les semaines, avec des délégués élus, dans une ville différente à chaque fois.

Ce processus d'organisation inter-universitaire a mené à une autonomisation du mouvement face aux structures extérieurs, les partis politiques, les syndicats, les médias. Au plus fort du mouvement, à Dijon, le 19 mars, la Coordination nationale se reconnaissait 16 porte-paroles qui seuls étaient

Appel de la coordination nationale universitaire du 10 et 11 Novembre de Rennes :

« Nous, étudiants réunis en coordination nationale, représentant les assemblées générales de universités, constatons que la mobilisation prend chaque semaine de l'ampleur contre la LRU et les attaques du gouvernement. Plus de 50 assemblées générales ont eu lieu cette semaine, réunissant des dizaines de milliers d'étudiants. Plus de 25 universités sont en grève, dont plus de 15 ont voté massivement le blocage et l'arrêt total des cours. La mobilisation des étudiants s'annonce donc massive. Des assemblées générales sont prévues cette semaine dans presque toutes les universités.

Nous refusons la LRU parce qu'elle vise à démanteler le service public d'enseignement supérieur, amorcé depuis plus de 30 ans à travers de nombreux projets de lois (loi Faure, Projet De Waquet, Plan U3M, LMD, Loi de Modernisation des Universités), dont l'objectif principal est la mise en concurrence des universités à l'échelle mondiale comme aux niveaux nationaux. La LRU va vers la privatisation des universités, augmentant ainsi le poids des entreprises et du privé. Les universités pourront être gérées comme des entreprises par des présidents tous puissants et des conseils d'administration avec encore moins de contrôle démocratique. Ainsi, les universités seront mises en concurrence avec comme conséquence une baisse du financement des filières considérées comme non rentables, une dégradation des conditions d'études dans les universités, et une augmentation de la sélection envers les étudiants. La loi instaure une pré-sélection des lycéens à l'entrée de l'université et facilite à terme l'augmentation des frais d'inscriptions. Nous appelons l'ensemble des lycéennes à se mobiliser et à bloquer leurs établissements. De plus, les personnels enseignants comme non enseignants seront précarisés et gérés directement par la présidence des universités : c'est la casse de leur statut qui est programmée. Cette réforme n'étant ni négociable, ni amendable tant au niveau national que local, nous exigeons son

NOUS AVONS COMMENCÉ...

aura pas de trêve. C'est une vérité de l'époque que nous devons assumer.

Les cheminots, la loi sur l'ADN, les profs, les fonctionnaires, tous ces fronts qui s'ouvrent appellent le meilleur de notre intelligence, une pensée stratégique maximale. Nous faisons le pari que ce moment est opportun pour nous retrouver, pour retourner dans la rue, pour prendre le pavé et nous jeter dans la lutte. Notre mouvement sait qu'il n'est pas isolable, qu'il rentre en résonance avec tous ceux qui ont pris la décision de lutter là où ils sont, à leur manière et de toute leur détermination. Nous savons que le préalable à tout mouvement est une suspension du cours normal des choses. D'où la grève. Nous avons besoin de temps et de lieux pour nous retrouver, nous organiser et penser ensemble. D'où l'occupation. Nous pensons que ce monde se tient par la circulation ininterrompue d'argent, de travail, et d'information et que pour l'entamer il nous faut enrayer cette machine. D'où le blocage. Nous appelons ceux qui nous entendent à nous rejoindre, à s'organiser là où ils sont. Le travail est à déserrer, les lieux sont à occuper, les flux sont à bloquer. »

Comité d'occupation de l'Université de Rouen

abrogation.

La LRU n'est qu'une des mesures qui s'inscrivent dans la logique globale de casse de l'éducation, des services publics, et de l'ensemble des droits sociaux. Nous exigeons un cadrage national des diplômés, une augmentation des aides sociales et du budget de l'enseignement supérieur, ainsi que la suppression des frais d'inscription. En particulier, nous exigeons le rétablissement des 22000 postes de fonctionnaires supprimés cette année dont les 11200 dans l'éducation nationale. Nous exprimons notre solidarité avec les luttes des salariés qui se déroulent en ce moment et avec leurs revendications : contre la remise en cause des régimes spéciaux et pour le retour aux 37,5 annuités pour tous ; contre les franchises médicales ; contre la précarisation des statuts de la fonction publique. Cette solidarité ne doit pas être un vain mot elle engage tous les acteurs du mouvement social à travailler et à lutter ensemble. Nous dénonçons également la stigmatisation des immigrés et nous exigeons l'abrogation des lois anti-immigrés en particulier la loi Hortefeux, la régularisation de tous les sans-papiers et la fermeture des centres de rétention, et la fin des rafles. Au rouleau compresseur du gouvernement nous opposons la convergence des luttes tous les secteurs attaqués, qui seule pourra le faire céder.

Le gouvernement fait fermer les universités bloquées et envoie les CRS dans celles qui sont occupées. A la mobilisation, le gouvernement répond par des pseudo promesses et par une répression dans les universités, nous appelons au boycott et blocage des commissions de mise en place de la LRU. Nous condamnons fermement les fermetures administratives et les agissements de la police. Face aux référendums organisés par les administrations nous affirmons la seule légitimité des Assemblées Générales et des comités de grèves pour décider des suites du mouvement. Les votes à bulletins secrets doivent être empêchés car ils nuisent au mouvement.

- Nous appelons la population à soutenir notre mobilisation, celle des cheminots et la grève du 20 novembre dans la fonction publique. C'est par une lutte de tous et pour tous, que nous pourrons faire céder le gouvernement.

- Nous appelons les étudiants à se mettre en grève dès maintenant, à construire la lutte avec piquets de grève, blocage et occupation à discuter et convaincre autour d'eux pour construire un mouvement encore plus massif. Nous appelons tous les personnels des universités à nous rejoindre dans la grève.

- Nous appelons à une journée nationale d'action de blocage des gares le mardi 13 Novembre.

- Nous appelons à manifester aux côtés des cheminots le 14 ou le 15 novembre selon les villes. Nous appelons à manifester massivement le 20 novembre avec la fonction publique.

- Nous appelons les salariés du public comme du privé à se saisir de ces dates pour nous rejoindre dans la grève, car c'est tous ensemble étudiants lycéens travailleurs que nous ferons céder le gouvernement.

La coordination ne reconnaît pas et condamne toute négociation de syndicat ou organisation avec le gouvernement car l'objectif est la mise en place d'un rapport force, le seul moyen de satisfaire nos revendications. »

**JOURNAL EN LIGNE :
WWW.LE69-3.ORG
ENVOIE-NOUS TES ARTICLES !!**

Rue saint Michel, à l'heure la fermeture des bars de ce lieu connu pour l'esprit festif qui y règne. Malheureusement ce soir là j'avais toute ma conscience, je n'étais pas en état d'ivresse comme ont essayé de me faire croire les seuls représentants de l'Etat particulièrement visibles le jeudi soir au sein de cet espace de convivialité. Je veux bien sûr parler de ces personnes armées autrefois appelés les gardiens de la paix devenus les forces de l'ordre dans le langage ordinaire. Pourquoi me suis-je adressé à ces gens pourtant si répulsifs en apparence ? Parce que le port d'arme me gêne, surtout dans une rue où la fête est le principal mot d'ordre pour toute une population de Rennes et d'ailleurs. Je voulais seulement dialoguer avec ces Hommes afin de mieux comprendre le pourquoi d'un tel conflit, entre la police et ceux qui vivent ou font vivre cette rue ; un conflit qui résulte d'une simple histoire de divergence de vision et d'appropriation de cet espace public. Ma petite visite fut apparemment mal venue et ma simple interrogation m'a fait passer pour un être en état d'ivresse, incroyable et désordonnée sur le plan vestimentaire (je m'excuse de ne pas porter un uniforme qui reflète la rigidité de ma fonction !).

On m'embarque dans une fourgonnette, direction Pontchaillou afin d'y être examiné. Rien à signaler d'après le médecin qui j'espère n'a pas perdu son temps en constatant ma bonne santé et mes propos tout à fait censés. Ensuite direction la cité judiciaire. Durant le « voyage », je pus tout de même m'entretenir avec l'uns d'eux. Je leur dis que je n'avais strictement rien à me reprocher, que cette arrestation était tout simplement arbitraire, que l'injustice et la violence étaient ailleurs que dans mes mots et que je ne faisais que remplir mon rôle d'étudiant qui étudie la dégradation des rapports entretenue par les flics et les non-flics, et les différentes raisons des diverses attitudes fondées sur une divergence de représentation de la justice. Avant d'entrer dans une cellule pour une nuit, ils me demandèrent de me déshabiller pour savoir si je n'étais pas armé. Je me retrouve alors en caleçon. On me demanda alors de l'ôter et de me pencher. Je refuse alors de me soumettre à cet acte dégradant, cette humiliation grotesque en leur demandant s'ils pensaient que j'avais dissimuler une arme entre mes fesses !

Il faut parfois savoir rompre le cercle de l'absurdité quand notre Raison nous rappelle à l'ordre. Ensuite, on m'emmena brusquement vers une cellule et limite s'ils ne s'étonnaient de ne pas me voir courir vers celle-ci ; ça y est, je franchis le seuil de la porte. Ma première pensée fut tout simplement « ça pue ici ! ». Elle faisait environ six mètres carré, sans aucune ouverture. En guise de lit, un simple surélévément en béton recouvert d'une planche imprégnée d'odeurs immondes, ni couverture ni oreiller mais je ne pouvais que me réjouir en voyant une chiotte turque au pied du lit encore marquée des traces des précédents locataires. Les murs étaient quant à eux tachetés de sang, de crachas secs et d'une inscription pourtant banale mais qui prenait davantage sens ici même : Nique la police.

Une heure après moi, on fit entrer une autre personne dans la cellule d'à côté ; c'était la première fois que j'entendis de tels cris de détresse pleins de rage et de peurs confondues. D'autres frappaient sur les portes, parfois se jetaient dedans, les résonances étaient effroyables et j'étais moi-même davantage choqué par les douleurs exprimées par ces personnes que par ma propre situation. Pour ma part, je restai très calme car j'imaginai l'inutilité de l'expression de la haine en cette pièce et la satisfaction qu'elle pouvait procurer à ceux qui nous y avaient reclus.

Cette expérience ne m'a pas permis de mieux comprendre le pourquoi d'une présence si périlleuse des forces de l'ordre dans cette rue.

Par contre, elle m'a permis de constater autre chose. Les représentants de l'Etat les plus visibles sont bien à l'image de cet Etat. Un Etat marqué par la non prise en compte de la parole du Peuple, de ses dits

« administrés » et la rupture qui existe entre gouvernants et gouvernés. Ce n'est que le reflet d'une société qualifiée de démocratique mais qui dans les faits matraque et arrête arbitrairement ceux qui ont titre à gouverner. Durant toute cette nuit, j'ai pu contempler l'Etat au sein de la structure garante de son fonctionnement. L'injustice a décidé de me retirer pour un temps mes droits les plus fondamentaux. La dignité de l'Homme n'a guère été respectée, j'ai davantage eu l'impression d'avoir été traité en animal. Une nuit m'a suffit pour constater qu'être citoyen n'est en fait qu'une caractéristique purement administrative, reconnaissant notre attachement à des valeurs factices et à un système que nous devrions intérioriser comme étant le modèle de développement de vie en société le plus élaboré auquel nous devrions nous rallier afin de constituer un Etat qui est bien loin, selon moi, d'avoir sa part d'irresponsabilité concernant les injustices de ce monde. Je revendique désormais le fait d'être considéré comme un être humain comme nous devrions tous l'être en chaque coin de cette Terre et non comme un citoyen attaché fictivement à sa marseillaise et son drapeau. Du royaume à l'Etat, la marge est moins grande que je ne le pensais...



GRÈVE, OCCUPATION, BLOCAGE,

Appel de l'université en grève de Rouen

« Aujourd'hui, Jeudi 25 octobre 2007 à Rouen, une Assemblée Générale a déclaré la grève, l'occupation et le blocage de l'Université. Nous sommes la génération qui s'est battu dans la rue ces dernières années, ces derniers mois. Depuis plusieurs jours, nous avons observé la mobilisation des autres villes. Il nous a semblé que chacun, là où il était, attendait un signal, une étincelle, pour que tout commence. Nous n'avons plus de raison d'attendre.

Des cheminots nous retenons la force de paralysie, la capacité à dérégler les gestes tellement huilés du quotidien. Du CPE nous gardons la force d'initiative et la possibilité de vaincre dans l'affrontement. Si ce mouvement naît du prétexte de la loi sur l'autonomie des universités, il s'inscrit plus généralement dans une offensive à l'encontre du pouvoir en place. La France d'après, nous y sommes et rien ne nous la fera aimer. Ce à quoi nous sommes confrontés n'est pas un simple durcissement des institutions mais la constitution d'une force politique prête à tout pour éliminer ceux qui ne filent pas droit, ceux qui ne partagent pas leur désir d'un monde parfaitement policé où les cadres aux dents colgate roulent en velib' au milieu des rafles de sans papiers. Il n'y



légitimés à communiquer médiatiquement les choix du mouvement étudiant. Chaque université engageait ses actions et prises de position politiques sous la forme des assemblées générales et la Coordination nationale était alors chargée de rassembler la diversité des initiatives et établir un agenda commun. Nous nous étions ainsi institués nationalement sous forme « d'Etats-généraux » estudiantins et pouvions planifier des opérations à l'échelle du territoire.

Pour le cas de Rennes, nous fonctionnions en collaboration entre les différentes universités (sciences, droit, IEP, Lettres, lycées...) pour proposer une politique de lutte à l'échelle de la ville. Depuis les universités, nous nous inscrivions comme des centres de contre-pouvoir, avec financement autonome et politique auto-gérée. C'étaient à peu près cinq cent personnes mobilisées nuit et jour pour faire vivre la grève, produire et diffuser des discours, se mettre en relation avec les autres villes, suivre l'actualité. Différents pôles étaient chargés de se répartir les tâches, une revue de presse quotidienne était établie.

le plus représentatif de l'intégration du mouvement à toutes les dynamiques de la ville fut le 69.3, « Journal-Mouvement du Printemps français », réponse ironique au 49.3 de la Loi. Diffusé à plusieurs milliers d'exemplaires (et en France par les relais militants), Il avait pour but de mettre en coordination tous les points de la ville et de donner au mouvement une parole propre, autonome. Le premier numéro recevait un texte de Serge Halimi du Monde diplomatique et suivirent d'autres interventions de professeurs, d'anonymes, d'artistes, d'intellectuels de rue. Des lecteurs-acteurs. A l'action, nous allions la réflexion critique.

Enfin, nous avons planté nos tentes au coeur de la ville, Place du Parlement, pour rendre visible et accessible notre force. Le Village du Parlement remettait la politique au milieu des citoyens, ce furent deux semaines d'auto-gestion, de rencontres et de communication avec les riverains ou autres badauds. Avant que le tribunal et les bulldozers n'aient raison de notre fougue.

L'affrontement aux structures du pouvoir.

La posture des médias consista à établir un couvre-feu médiatique. Sachant l'importance de la crise que pouvait soulever l'application du CPE, les grandes agences télévisuelles, de radio et de presse écrite ont dépêché presque instantanément une ribambelle de journalistes pour suivre nos assemblées générales. Nous étions à Rennes suivis en permanence par des micros et des crayons mais nous dûmes attendre plusieurs semaines pour faire la Une de l'actualité. Ce fut étonnamment Le Figaro qui titra le premier sur Rennes II, ouvrant le pas aux autres. Mais les JT préféraient la grippe aviaire ou d'autres bruits médiatiques. Il faudra attendre les journées des 7-9 mars et la « prise de la Sorbonne » pour que le CPE fasse l'actualité nationale.

Notre mouvement était dans un processus de pouvoir constituant. Les institutions ayant failli à leur devoir de représentation du collectif, nous envisagions une Constituante faite par le mouvement et qui aurait intégré toute la société civile dans sa marche. Le projet étant resté lettre morte, la puissance de ce mouvement continue dans l'inconscient collectif mais sa résurgence sous d'autres formes et en d'autres lieux nous semble plus qu'une simple hypothèse. Le CPE reste un espace-temps majeur dans la construction de nouvelles pratiques et de nouveaux outils politiques.

Nos revendications furent galvaudées ou réduites à néant, le discours critique, annihilé. Le CPE n'était que la pointe d'un iceberg que nous mettions à jour et l'image télévisuelle préférait les actes de violence au débat politique. Malgré la sympathie que nous manifesterions quelques journalistes de terrain en aparté et leurs demandes d'explication, ne ressortait des médias qu'une image appauvrie ou mensongère de nous-mêmes. Quand un jour de mars, nous avons entrepris un sit-in pour défendre le Village du Parlement et que nous fûmes piétinés publiquement et gratuitement par les CRS, les informations locales ont montré quelques jeunes casseurs périphériques. Anecdote parmi d'autres de la censure télévisuelle qui a sévi durant ce Printemps français.

La réalité était bien sombre. Pendant deux mois, Rennes était en état de siège permanent. Deux ou trois jours par semaine, les avenues principales étaient occupées par les forces de l'ordre et de provocation en provocation, nous assistions à un jeu du chat et de la souris dans les ruelles historiques. Nos marches programmées vers la préfecture, vers des interims, vers le local UMP, etc. étaient accueillies par des dizaines de fourgons des forces républicaines et quand nous occupâmes pacifiquement la mairie rennaise, socialiste, nous fûmes chassés manu militari par la BAC. Par nos opérations autonomes, nous révélions les structures du pouvoir et celui-ci réagit avec une stratégie militaire.

Lendemain qui déchantent. Le défi d'une reconstruction de la gauche.

La fin du mouvement a été un traumatisme pour beaucoup de compagnons de lutte et le nuage médiatique fit oublier les violences passées et les futurs imaginés. Le Figaro titrait le vendredi 14 avril 2006 : « l'après-CPE ». Le rideau était tiré. Chirac retira le CPE et les autres lois passèrent clandestinement. La question n'était plus depuis longtemps pro ou anti-CPE mais pour ou contre la grève. Du débat politique on passait à la conservation de l'ordre établi.

Mais la réaction était légitime de la part d'un pouvoir libéral-conservateur, une réaction moins excusable fut celle des structures de la gauche traditionnelle. Syndicats et partis politiques dans un même élan complice se félicitèrent de la sortie de crise et se firent les heureux gagnants d'une politique du spectacle. L'UNEF en la personne de Bruno Julliard continua son travail médiatique d'usurpation de la parole du Mouvement, la CGT de M. Thibaud se réjouit d'une victoire syndicale, le PC de Mme Buffet se faisant l'éloge aujourd'hui de la « bataille des jeunes ».

Le CPE a permis toutefois de relancer la démarche unitaire dans les collectifs locaux pour trouver au conflit social une alternative politique. Mais le retrait des principaux partis de la gauche antilibérale d'une candidature unitaire a encore montré la distance que connaissent ces structures avec les acteurs primordiaux du mouvement social. Sans parler du PS qui pour une bonne part n'a fait que torpiller le Mouvement du Printemps français, attendre que la marée passe et aujourd'hui proposer une politique anti-68. Avec, provocation incroyable, un « Contrat Nouvelle Chance ».

Le défi reste immense pour construire une nouvelle gauche. Nous avions clos le Mouvement depuis Rennes par un « Forum de convergence des luttes », le 21 avril 2006. Malheureusement pris par le temps et la fatigue aidant, nous n'avions pu rassembler que 200 étudiants venant de toute la France. M. Bové n'avait pas pu venir, M. Besancenot avait approuvé l'invitation, mais les structures locales de la LCR ont refusé une rencontre qui ne garantirait pas leur indépendance partisane.

Alors que le Gouvernement de Nicolas Sarkozy engage une réforme de l'université française, pour lui offrir plus d'autonomie (nous devrions dire de flexibilité), il nous faut plus que jamais se demander quelle éducation nous voulons, quels étudiants les universités forment t'elles, pour quels métiers, pour quelle société ? Le type même d'enseignement proposé par l'université "réformée", l'université plus en phase avec le marché de l'emploi et le monde économique est en totale contradiction avec l'évolution des sociétés elles mêmes (dites "post modernes" !) : Leurs structures sont de plus en plus complexes et de fait leurs régulations de moins en moins aisées. On craint le chaos social, la perte de sens, le no limite (avant le très attendu no future), l'anomie généralisée.

Quels enjeux derrière cette libéralisation masquée du marché du savoir, derrière ce désengagement de l'état face à ce gouffre financier qu'est l'éducation ? L'éducation, le ministère le moins enviable et le moins tenable, le secteur le moins réformable, peuplé de soixante-huitard invétérés serait-il en passe de déposer les armes au pied de César ? L'éducation façonne la société, et aujourd'hui le monde financier (économique) investit cet outil de formation (qui donne une forme à la société)...

Quelle neutralité ? Quelles dérives ? (à noter que l'université entretiens déjà des partenariats et que les filières ont déjà évoluées dans ce sens car la critique de l'Université était vive : Quel métier, quelle professionnalisation ?) La grande question est de savoir si l'université forme à un métier, à une profession particulière, ou si elle forme comme à l'origine à un esprit (scientifique, les humanités, l'esprit critique...) et à des outils d'analyse du monde contemporain ? Les deux bien sûr mais dans quelles mesures, et dans quelles conditions ?

L'université berceau des humanités, de l'universalisme, de la pensée critique, sans nul doute l'un des bastions de la résistance au désenchantement forcé du monde (la rationalisation du monnayeur !!) (je précise que bien sûr l'université de par son enseignement a aussi formé les maîtres du libéralisme, qui luttait à l'origine contre l'absolutisme des Rois : c'est l'ambivalence de la connaissance), cette université serait elle aujourd'hui corrompue, abandonnée aux ambitions du monde des finances, aux mains des idéologues de la pensée unique, à la baguette du grand ordonnateur élyséen ?

Un grand débat doit dès maintenant s'ouvrir sur cette question : Quel est le rôle de l'université et de ses étudiants dans la société contemporaine ? L'université doit t'elle jouer un rôle de contre-pouvoir, de critique de la société et de la politique ? Les sociétés et leurs organes gouvernementaux se donnent ils les moyens de cette critique, de cette réflexibilité ? N'est il pas dangereux pour un état de se désengager de l'éducation de son peuple (car il assure soyez en sûrs celle de son élite) ? N'y a t'il pas aujourd'hui (comme hier) un enseignement à deux vitesses et une privation de la part de l'état, des moyens de la critique appartenant classiquement aux classes moyennes ?

Le fossé existait déjà hier de manière évidente et éhontée entre grandes écoles et universités, aujourd'hui on veut diviser les universités entre elles, les mettre en concurrence, qu'est ce que cela implique sur la force critique, la force de résistance des contingents populaire et petit bourgeois, de leur réaction, de contre pouvoir, de garde fous, de limitation du totalitarisme, de l'absolutisme ? Voilà l'enjeu crucial qui est pointé du doigt. Qu'étudierons nous demain quand les financements privés orienteront le choix des filières, des programmes, des enseignants et que les universités deviendront le centre de recherche et développement de grandes entreprises, ou qu'elles seront plus fortement encore orientées par l'administration politique (elle même contrainte par les restrictions budgétaires) ? Qu'elle sera alors notre force de réaction, puisque nous n'aurons même plus appris l'esprit critique, l'esprit de contradiction et de réflexion et que la philosophie sera depuis longtemps retirée des programmes ? Seulement sur l'argent pourra le monde spéculer, car nulle critique jamais ne pourra ce monde perturber...

Serais-je déclinologue, ai-je oublié de prendre en compte quelques uns des éléments à décharge, n'y a t'il vraiment plus personne dans cette maison qui flambe pendant que ricane les pyromanes, où sommes nous tout simplement cette mule endormie qui traîne sans mots dire son fardeau ? Oui bientôt Paris tuera l'idée quand enfin elle assoupira l'université ? Non que dis je, en fait c'est tout simplement que la concurrence économique mondiale touche dorénavant l'enseignement comme cela est prévu depuis plus de 20 ans aux négociations de l'OMC (libéralisation des services dont l'éducation). Il nous faudra beaucoup de pédagogie cet fois pour faire comprendre pourquoi l'université est bloquée. Mais depuis un mois gronde la rumeur dans les facs et ailleurs. C'est la casse sociale de Sarkozy qui l'unie et on le sait, jamais vaincu le peuple uni ne sera !!



impératif de respect des traits de singularité et d'hétérogénéité des divers segments de luttes se mettra en marche, il sera possible de développer, sur des objectifs délimités, un nouveau mode de structuration _ni vague ni trop fluide. De même que la révolution sociale, les réalités auxquelles s'affronte la révolution moléculaire sont difficiles ; elles requièrent la constitution d'appareils de lutte, de machines de guerre révolutionnaire efficaces. Pourtant, pour que de tels organismes de décision parviennent à être « tolérables » et ne soient pas rejetés comme des greffes nocives, il est indispensable qu'ils ne comportent aucune « systémocratie », tant sur le plan inconscient que sur le plan idéologique manifeste. Bon nombre de ceux qui ont expérimenté le caractère pernicieux des formes traditionnelles du militantisme, se contentent aujourd'hui de réagir de manière systématique à quelle que forme d'organisation que ce soit, y compris devant quiconque prétend assumer la présidence d'une réunion, la rédaction d'un texte, etc. A partir du moment où la préoccupation principale et permanente est devenue celle d'une authentique confluence entre les luttes globales (molières) et moléculaires, le problème de la construction d'organismes non seulement d'information, mais aussi de décision, se pose sous un nouveau jour _à l'échelle globale, à l'échelle de la ville, de la région, d'un secteur d'activité, à l'échelle européenne et même au-delà. Avec tout ce que cela peut supposer de rigueur et de discipline d'action, même en répondant à des méthodes radicalement distinctes de celles utilisées par les social-démocrates et les bolcheviques, ceci n'est pas programmatique mais diagrammatique. Que dire de plus sur cette complémentarité _et pas seulement pacifique_ entre :
Un travail analítico-politique relatif à l'inconscient social ;
De nouvelles formes de lutes pour les libertés ;
Les luttes des multiples catégories « non garanties », marginalisées par la nouvelle segmentation du CMI ;
Les luttes sociales plus traditionnelles.

Les quelques ébauches qui ont surgi dans ce sens à partir des années 60 aux Etats-Unis, en Italie, en France, etc., pourraient difficilement servir de modèle. Pourtant, nous n'avancerons dans la reconstruction d'un véritable mouvement révolutionnaire qu'au travers de multiples et successives approximations de ce type, partielles et pleines de hauts et de bas. A partir de cette perspective, nous devons nous préparer aux rencontres les plus imprévues, à l'entrée en scène de personnages totalement surprenants comme le juge Bidalou ou l'humoriste Coluche, au développement de techniques subversives encore inimaginables, en particulier dans le domaine des media et de l'informatique. Les mouvements ouvriers et les mouvements révolutionnaires, à tous les niveaux, sont encore loin d'avoir compris l'importance du débat sur toutes ces questions d'organisation. Ils devraient se mettre à l'école du CMI, qui pour son compte s'est doté des moyens pour forger de nouvelles armes,

INTRODUCTION À LA VIE NON-FASCISTE

“ [...] On pourrait dire que l'Anti-Œdipe est une Introduction à la vie non-fasciste.

Cet art de vivre contraire à toutes les formes de fascisme, qu'elles soient installées ou proches de l'être, s'accompagne d'un certain nombre de principes essentiels, que je résumerai comme suit si je devais faire de ce grand livre un manuel ou un guide de vie quotidienne :

- libérez l'action politique de toute forme de paranoïa unitaire et totalisante ;

- faites croître l'action, la pensée et les désirs par prolifération, juxtaposition et disjonction, plutôt que par subdivision et hiérarchisation pyramidale ;

- affranchissez-vous des vieilles catégories du négatif (la loi, la limite, la castration, le manque, la lacune), que la pensée occidentale a si longtemps sacrées comme forme du pouvoir et mode d'accès à la réalité. Préférez ce qui est positif et multiple, la différence à l'uniforme, le flux aux unités, les agencements mobiles aux systèmes. Considérez que ce qui est productif n'est pas sédentaire, mais nomade ;

pour affronter les troubles qu'engendrent ses reconversions et sa nouvelle segmentarité. Le CMI n'a pas recours à des experts sur ce genre d'affaire. Il n'en a pas besoin. Une pratique systématique lui suffit. Il sait ce qu'est la multcentralisation des décisions. Le fait de ne pas disposer d'état-major central, ni d'une supercommission politique pour s'orienter en situation complexe, ne lui pose pas le moindre problème. Pendant ce temps, nous même restons dominés par une conception des antagonismes sociaux qui n'a plus grand-chose à voir avec la situation présente, nous continuons à tourner en rond dans nos ghettos, nous nous maintiendrons indéfiniment sur la défensive, incapables d'apprécier la portée des nouvelles formes de résistance dans les champs les plus divers. Il s'agit avant tout de se rendre compte à quel point nous sommes contaminés par les leurres et les pièges du CMI. Le premier de ces pièges est le sentiment d'impuissance qui conduit à une espèce d' « abandon » aux fatalités du CMI. D'un côté le Goulag ; de l'autre, les mirages de liberté du capitalisme et, à part cela, des approximations confuses vers une vague socialisme duquel on ne voit ni le début des premiers pas, ni ses véritables finalités. Que nous soyons de gauche ou d'extrême gauche, que nous soyons politiques ou apolitiques, nous avons l'impression d'être prisonniers à l'intérieur d'une forteresse, ou plutôt, d'un réseau de buissons d'épines qui se déploie non seulement sur toute la superficie de la planète, mais aussi dans tous les recoins de l'imaginaire. Et pourtant, le CMI est beaucoup plus fragile qu'il n'y paraît et, du fait de la nature même de son développement, il est destiné à se fragiliser toujours plus. Sans doute à l'avenir, le CMI réussira encore à résoudre d'innombrables problèmes techniques, économiques et de contrôle social. Mais la révolution moléculaire y échappera progressivement. Une autre société est en gestation dès aujourd'hui dans les modes de sensibilité, dans les modes relationnels, dans les liens avec le travail, avec la ville, avec l'environnement, avec la culture, en un mot, dans l'inconscient social. Dans la mesure où il se verra dépassé par ces vagues de transformations moléculaires, dont la nature et les contours lui échappent, le CMI s'endurcira. Ceci est le sens de la terrible recrudescence réactionnaire à Paris, Rome, Londres, New York, Tokyo, Moscou, etc. Cependant, les centaines de millions de jeunes qui font face à l'absurdité de ce système en Amérique Latine, en Asie, en Afrique, constituent à eux seuls une vague porteuse d'un autre avenir. Les néolibéraux de tous poils se font de douces illusions s'ils pensent réellement que les choses se régleront d'elles-mêmes dans le « meilleur des mondes » capitaliste. Il y a lieu raisonnablement de supposer que les épreuves de force révolutionnaires continueront à se développer dans les prochaines décennies. Il appartient à tous d'apprécier dans quelle mesure chacun de nous peut travailler pour la mise au jour de machines de guerre révolutionnaire politiques, théoriques, libidinales et esthétiques qui puissent accélérer la cristallisation d'un mode d'organisation sociale moins absurde que celui dont nous souffrons aujourd'hui.”

- n'imaginez pas qu'il faille être triste pour être militant, même si la chose qu'on combat est abominable. C'est le lien du désir à la réalité (et non sa fuite dans les formes de la représentation) qui possède une force révolutionnaire ;

- n'utilisez pas la pensée pour donner à une pratique politique une valeur de vérité ; ni l'action politique pour discréditer une pensée, comme si elle n'était que pure spéculation. Utilisez la pratique politique comme un intensificateur de la pensée, et l'analyse comme un multiplicateur des formes et des domaines d'intervention de l'action politique ;

- n'exigez pas de la politique qu'elle rétablisse des “droits” de l'individu tels que la philosophie les a définis, l'individu est le produit du pouvoir. Ce qu'il faut, c'est désindividualiser par la multiplication et le déplacement les divers agencements. Le groupe ne doit pas être le lien organique qui unit des individus hiérarchisés, mais un constant générateur de “dés-individualisation” ;

- ne tombez pas amoureux du pouvoir.”

Michel FOUCAULT, *Dits et Ecrits III*.

LE CAPITALISME MONDIAL INTÉGRÉ ET LA RÉVOLUTION MOLÉCULAIRE

**Nouvelles machines de guerre révolutionnaire, agencements de désir
et lutte des classes**

« Le Capitalisme Mondial Intégré et la révolution moléculaire » fut présenté par Félix Guattari comme contribution aux journées du CINEL (Centre d'Information sur les Nouveaux Espaces de Liberté) célébrées en 1981.

“ Jusqu’où pourrait aller cette révolution moléculaire ? N’est-elle pas condamnée, dans le meilleur des cas, à végéter dans des ghettos « à l’allemande » ? Le sabotage moléculaire de la subjectivité sociale dominante se suffit-il à lui-même ? La révolution moléculaire doit-elle établir des alliances avec des forces sociales du domaine molaire (global) ? La thèse principale soutenue ici est que les axiomes du Capitalisme Mondial Intégré (CMI) _approches, déterritorialisation des anciens espaces nationaux, régionaux, professionnels, etc., multacentralisation, nouvelles segmentarités_ ne réussiront jamais à en finir avec elle. Les ressources du CMI sont peut être infinies dans l’ordre de la production et de la manipulation des institutions et des lois. Pourtant, il s’affronte et il s’affrontera de manière toujours plus violente à un véritable mur ou plutôt un champ d’obstacles infranchissables sur les terrains de l’économie libidinale des groupes sociaux. Ceci se déduit du fait que la révolution moléculaire n’a pas seulement à voir avec les relations quotidiennes entre hommes et femmes, homosexuels et hétérosexuels, enfants, adultes, etc. Elle intervient aussi et avant tout dans les mutations productives en tant que telles. La révolution moléculaire est porteuse de coefficients de liberté inassimilables et irrécupérables par le système dominant. Ceci ne signifie pas que ladite révolution soit automatiquement porteuse d’une révolution sociale capable de mettre à jour une société, une économie et une culture libérées du CMI. Une révolution moléculaire n’avait-elle pas servi de ferment au national-socialisme ? De là le pire comme le meilleur peut surgir. La conclusion de ce type de transformations dépendra essentiellement de la capacité qu’auront les agencements explicitement révolutionnaires pour les articuler aux luttes d’intérêts, politiques et sociales. C’est là la question essentielle. Si cette articulation ne se produit pas : aucune mutation de désir, aucune révolution



moléculaire, aucune lutte pour des espaces de liberté ne réussira à impulser des transformations sociales et économiques à grande échelle. Comment imaginer, alors, des machines de guerre révolutionnaire d’un nouveau type qui réussissent à s’insérer, en même temps, dans les contradictions sociales manifestes et dans cette révolution moléculaire ? L’attitude de la majorité des militants professionnels envers ce genre de problèmes consiste au moins à reconnaître l’importance de ces nouveaux terrains de contestation, mais ensuite ils ajoutent que l’on ne peut rien en attendre de positif pour le moment : « il est nécessaire que nous ayons d’abord atteint nos objectifs politiques, avant de pouvoir intervenir sur des questions telles que la vie quotidienne, l’école, la relation entre les groupes, la vie en commun, l’écologie, etc. » Presque tous les courants de gauche, d’extrême gauche, de l’autonomie, etc., c’était manifeste dans l’Italie de 1977_, convergent sur cette position. A sa manière, chacun d’entre eux est disposé à exploiter les « nouveaux mouvements sociaux » qui se sont développés à partir des années 60, mais personne ne pose le problème de forger des instruments de lutte réellement adaptés à ces mouvements. Lorsqu’il s’agit d’entrer dans cet univers vague des désirs, de la vie quotidienne, des libertés concrètes, une étrange surdité et une myopie sélective apparaissent

chez les porte-parole « officiels ». La panique les envahit à l’idée qu’un pernicieux désordre puisse contaminer les files de leurs organisations. Les gays, les fous, les radios libres, les féministes, les écologistes... au fond cela leur paraît un peu suspect. En réalité, cette perturbation vient du fait que ce qu’ils sentent menacé, c’est leur personne de militant, leur fonctionnement personnel ; non seulement leurs conceptions en matière d’organisation, mais aussi leurs « intérêts » affectifs envers un type déterminé d’organisation. Tout le problème réside dans le fait que ces organisations sont assimilables, plus ou moins, aux équipements du pouvoir. Indépendamment du fait que ceux qui les animent se déclarent de droite ou de gauche, elles fonctionnent avec le même sens du conformisme. Elles travaillent dans le but de faire entrer les processus moléculaires en conformité avec les stratifications globales (molaires). La vérité est que le système du CMI s’alimente précisément de ce type d’équipement de pouvoir. Les économies occidentales ne pourraient pas fonctionner aujourd’hui sans les syndicats, les comités d’entreprise, les mutuelles, les partis de gauche et, peut être aussi..., les groupuscules d’extrême gauche. On ne peut donc pas s’attendre à grand-chose de ce côté-là. Au moins en Europe, car dans des pays comme ceux d’Amérique latine, par exemple, il se peut que ce type de formation puisse occuper une fonction importante. Même si là aussi les problèmes relatifs à la révolution moléculaire se poseront, sans

aucun doute, avec une acuité de plus en plus forte (problèmes raciaux, problèmes des femmes, problèmes des populations marginales, etc.). Toutes sortes de compromis, de combinaisons réformistes resteront en gestation. Toutes sortes de manifestations symboliques ou violentes animeront l’actualité, mais aucune d’elles ne nous rapprochera d’un véritable processus de transformation révolutionnaire. Arrivés à ce point, nous nous confrontons à la sempiternelle question : comment « inventer » de nouveaux types d’organisation capables d’agir dans le sens de cette confluence, de ce cumul d’effets des révolutions moléculaires, des luttes de classes en Europe et des luttes d’émancipation dans le Tiers

Monde, organisations capables de répondre cas par cas, si non coup pour coup, aux transformations segmentaires du CMI (dont l’une des conséquences est, précisément, qu’on ne peut plus continuer à parler de masses indifférenciées) ? Comment réussiront ces agencements de lutte _à la différence des traditionnels_ à se doter des moyens d’analyse qui les permettent de ne pas se voir surpris ni par les innovations institutionnelles technologiques du capitalisme, ni par les bribes de réponse révolutionnaire que les travailleurs et les populations soumises au CMI expérimentent à chaque étape ? Personne aujourd’hui ne peut définir ce que seront les futures formes de coordination et d’organisation de la révolution moléculaire, mais ce qui paraît évident c’est qu’elles impliqueront _ comme prémisses absolues _ le respect de l’autonomie et de la singularité de chacun de ses segments. A partir de maintenant il est clair que la sensibilité de ces segments, leur niveau de conscience, leurs rythmes d’action, leurs justifications théoriques ne coïncident pas. Il semble souhaitable et même essentiel qu’ils ne coïncident jamais. Leurs contradictions, leurs antagonismes, ne devraient pas être « résolus » ni par une dialectique impérialiste, ni par des appareils de direction qui les dominent et les oppriment. Alors, quelles formes d’organisation ? Quelque chose de vague, de peu défini ? Un retour aux conceptions anarchiques de la Belle Epoque ? Pas nécessairement, et je dirais même, sûrement pas. Au moment où cet

Bon alors, tout le monde est PRES ?

Et oui tout le monde universitaire sera bientôt enfin P.R.E.S : Une nébuleuse de Pôle de Recherche et d’Enseignement Secondaire (accès-soirement). (cf. Wikipédia, “Université européenne de Bretagne”)

Alors pour faire cour et polémique, un PRES c’est un peu comme les institutions européennes, suffisamment loin pour ne pas souffrir des manifestations lors de tractations dans l’ombre et surtout, c’est un niveau encore plus éloigné de représentation, ses membres sont certes des élus, présidents d’universités ou d’écoles, mais personne n’a voté pour qu’ils siègent à cette assemblée et aucune représentation étudiante n’est présente. Par contre après quelques recherches voilà ce qu’il ressort sur la composition du PRES breton : un nom apparaît, celui de Patrick De Leffe (directeur de DCNS, auparavant DCN entreprise.) En tapant le nom de ce monsieur sur internet voilà sur quoi on tombe en guise d’introduction à une plaquette de présentation (http://www.morbihan.cci.fr/entreprendre_morbihan/sept_2006/grand_angle.pdf) :

“DCN investit dans la matière grise. De 2000 à 2005, son budget recherche est passé de 32,5 millions d’euros à 80 millions. DCN-Ingénierie, le département « Recherche et Développement » de DCN, emploie aujourd’hui près de 1 200 personnes dont 450 à Lorient où est installé le siège de la société. Les « têtes chercheuses » ingénieurs, informaticiens, architectes navals, pensent ici les navires de combat du futur. Patrick de Leffe, à la tête de ce département à forte valeur ajoutée, nous accueille dans ses locaux flamboyants neufs pour une visite de présentation.”

Voilà donc une entreprise privée (du secteur de l’armement pour enfoncer le clou) qui investit les instances de décision du Pôle de recherche et d’enseignement supérieur (au passage le mot “recherche” est placé avant le mot enseignement dans PRES, et on se rend bien compte que c’est par là que viendra la privatisation). Donc voilà quelle transparence ? Quels financements futurs ? Sachant donc pour résumer que, l’armement (l’ENSIETA, école d’ingénieur au sein du PRES est sous tutelle du ministère de l’armement), les télécommunications (en lien avec l’ENST), et SUPELEC sont présent dans cette assemblée. SUPELEC qui précise sur son site (<http://www.supelec.fr>) :

“Les entreprises qui participent au programme d’enseignement et de recherche en coopération industrielle sont les suivantes : Accenture, Alcatel, Alstom, Altran, Amadeus, Areva, Ateame, BNP Paribas, Bouygues Telecom, Bull, Capgemini, Cegelec, EADS, Electricité de France, France Telecom, Freescale, Hewlett-Packard, LCL, Michelin, Motorola, Nexans, Philips, PSA Peugeot Citroën, Renault, RTE, Safran, Schlumberger, Schneider Electric, Siemens, Société Générale, SNCF, Thales, Valeo”... tout le CAC en somme...

Donc oui finalement on se demande bien ce que Rennes 2 fac de sciences humaines vient faire dans ce consortium, mêlant médecine, armement, télécommunication... Imaginer l’étudiant en première année qui débarque à Rennes avec son BAC L et qui découvre l’offre en Master. On se sent quelque peu trahi par son institution et en prime on a le droit de rien dire. Qu’on nous le dise directement que l’enseignement n’est pas libre et que notre formation ou nos recherches futures sont conditionnées par les décisions de ces entreprises d’investir plus ou moins pour leur avenir...

Pour l’abrogation de la LRU

La LRU découle directement du processus de Bologne, lié à l’AGCS (accords internationaux de libéralisation des services), appliqué par la commission européenne. La LRU en est la matérialisation en France, elle implique principalement :

- Un rétrécissement du conseil d’administration (CA) des universités, qui détient le principal du pouvoir au sein de l’université, d’une cinquantaine de membres environ jusque là, à maintenant entre 20 et 30 membres avec possibilité de participation de personnes extérieures à l’université.

- Au sein de ce CA, les étudiants passeront de 25% à 15% des membres du CA. Le personnel IATOSS (administration et services techniques) de 15% à 10%.

- Présence au sein de ce même CA de 7 ou 8 personnalités extérieures, parmi lesquelles 2 ou 3 représentants des collectivités territoriales, dont un du conseil régional, et au moins un chef d’entreprise ou cadre dirigeant d’entreprise ;

- Le Président aura un droit de veto sur les recrutements et l’attribution des primes, alors qu’il existe plusieurs dizaines d’UFR différents.

- Un comité de sélection, dont les membres sont pour moitié extérieures à l’université, présidé tout-puissamment par le président, doit remplacer la Commission de spécialistes pour le recrutement des enseignants-chercheurs : « ses membres sont proposés par le président et nommés par le CA en formation restreinte »...

- Alors que le Président d’université était auparavant élu par l’ensemble des membres du conseil d’administration (CA), du conseil scientifique (CS), ainsi que du conseil des études et de la vie universitaire (CEVU), il ne sera maintenant plus élu que par la majorité du conseil d’administration.

- Emploi de contractuels et d’étudiants au rabais, ainsi que recours à des entreprises privées pour des tâches autrefois faites par des employés de l’université.

- Et donc, réduction du nombre de fonctionnaires (et principalement, du nombre d’enseignants).

- Ouverture aux financements privés par les “fondations” ou les “donateurs” auront une place de choix dans l’attribution de ces fonds privés.

- Subvention allouée aux universités “en fonction de leurs résultats”

On le voit, cette réforme va à l’encontre de la démocratie à l’université, par une hyper-présidentialisation de son fonctionnement, et l’accaparement du pouvoir par un conseil d’administration qui ne représente pas l’université. La précarisation du personnel de l’université est aussi évidente, et il est clairement fait le choix de soutenir la “rentabilité” et la “compétitivité” des savoirs par divers moyens, notamment l’ouverture à des fonds privés, au détriment du sens et de la qualité de ces savoirs.

Voici venu le temps de la droite décomplexée, celle qui tire à boulet rouge sur l'héritage de la résistance : plein feu sur le pacte social de 1945.

En cette époque reculée pleine de tourments, furent un jour réunis autour d'une table les fiers résistants à l'envahisseur german. Se trouvaient ainsi rassemblés les principaux partis politiques du vaste pays de France, "de la SFIO aux Démocrates Chrétiens, des Communistes à la Droite Républicaine. La CGT communiste et la CFTC chrétienne en faisaient également partie".

De Gaulle installait ainsi le CNR (conseil national de la résistance) qui allait remettre la France sur le rails !! On parla de compromis social démocrate, de Trente glorieuses... Le compromis résidait dans le fait que la France se mettrait au travail en échange de certaines garanties de la part de "l'état providence". Les sections syndicales d'entreprises furent autorisées et les premières conventions signées dans un secteur public composé de grandes entreprises, fraîchement nationalisées et gérées d'une main de fer par un commissariat au plan. la sécurité sociale et les régimes complémentaires de retraite étaient créés, alors qu'était fixé le statut de la fonction publique. [1]

Notre président a sans doute prit des notes sur le programme du CNR avant d'entrer en campagne électorale, car à y bien regarder il semble vouloir le remettre en cause point par point. Réforme des retraites, loi sur la franchise médicale, réforme de la fonction publique, réduction des prérogatives syndicales (et oui bientôt les syndicats ne pourront plus défendre que les syndiqués !!) tout y passe. (Le discours étant : plus d'autonomie, de responsabilisation, de performance et de dialogue, vu que notre président aime sans exception chacun de ses concitoyens, sauf semble t'il les Bretons !!) Et oui, après l'héritage de 1968, c'est celui de 1945 qui est jeté par la fenêtre présidentielle, d'ailleurs on se demande à l'élysée si on va pas bientôt déménager. Ben oui c'est un peu grand pour un célibataire. En tout cas il faudra s'y faire la France ne veut plus de son histoire, ni celle de Gauche ni celle de Droite. La France regarde droit devant elle, le problème en face (son budget) certains problèmes de travers (tous ceux qui seront toujours plus marginalisés pour équilibrer ce fichu budget).

Donc nous y voilà, nous n'avons plus un rond, donc on diminue le nombre de profs, on diminue le montant des retraites (en l'alignant vers le bas plutôt que vers le haut !) on diminue aussi le nombre de retraités au passage !! Oui alors, c'est un calcul simple qui dit que si vous faite payer aux plus pauvres leurs soins et bien ils ne se soigner-

ont plus !! (c'est pour cela qu'aux états Unis le taux de mortalité infantile est plus important que dans des pays soit disant plus "pauvre" comme Cuba). Donc voilà moins de profs, moins de retraité, moins de malades, plus de flics ! C'est donc ça, Sarkozy veut nous faire payer à tous la pilule qui tente de nous faire avaler. Ah oui, j'oubliais, comme on racle les fonds de tiroirs-caisses, on vend aussi notre misérable université, surtout celle de sciences humaines, celle qui se plaint sans arrêt de ces maux en jetant des pavés sur les fonctionnaires de police.

Pour en revenir à mon sujet, concernant les franchises médicales, il faut savoir qu'elles ne combleront pas, loin de là, le trou de la SECU (elles rapporteraient 850 millions à comparer au 8,9 milliard de déficit). Sans parler du risque que les malades soient contraint à prendre des consultations et des soins tardifs et donc plus coûteux. Cette franchise se situe à l'opposé même de la philosophie solidaire et démocratique du pacte social de 1945 qui permettait une prise en charge collective des soins de chacun. La franchise ne favorisera ni la santé, ni les comptes de l'état (ou si peu).

Mais pourquoi donc tant d'énergie gaspillée pour si peu alors. Peut être pour appliquer la nouvelle philosophie sarkozyste, de responsabilisation. Responsabilisons les profs avec leurs idées soixante-huitardes, responsabilisons les fonctionnaires en leur demandant de faire preuve de solidarité en partageant leurs retraites. Responsabilisons les malades, qu'elle idée d'être malade ! Responsabilisons les travailleurs, qu'ils travaillent plus ! Après tout Nicolas, lui, prends toutes les responsabilités à la tête de l'état ! Il nous l'avait dit, la France ne peut être sauvée que si elle accepte, responsable qu'elle est, d'être réformée, responsabilisons les pas contents (y'en a marre des pauvres, ils gâchent le bonheur des riches !!!).

[1] <http://contreinfo.info/>



de manière drastique, l'effet d'entraînement caractéristique de la Finance favorisant et entretenant la perte de confiance nécessaire à l'investissement et à la consommation dans les autres domaines. Le pétrole se raréfiant, les déplacements seront de plus en plus difficiles. On voit donc l'ampleur de cette crise, qui amènera une perte de valeur de la monnaie, la suspension de la création monétaire, et donc l'impossibilité de remboursement des emprunts, amenant banqueroutes en series... L'économie américaine à toutes les chances de s'effondrer (entraînant une bonne partie de l'économie mondiale dans sa perte...), les USA ayant réussi depuis la dernière guerre mondiale à imposer le Dollar comme monnaie d'échange pour le pétrole. Il ne faut pas oublier que l'Empire américain est né avec le pétrole [10]..

Plus important encore, nous dépensons 10 calories d'énergie fossile pour produire chaque calorie de nourriture. L'agriculture, intensive surtout, est une grosse consommatrice de pétrole, ainsi que l'armée... [11]

Une diminution de la production globale de pétrole n'a qu'une seule issue : la décroissance, que cela nous plaise ou pas.

Quand les stations essences seront à sec, il n'y aura plus de nourriture dans les supermarchés, les matières premières ne pourront plus être acheminées vers les transformateurs, la population ne pourra plus se déplacer en voiture pour aller travailler ou autre, ou voyager en avion... La crise politique sera alors sans précédents, la confiance dans les hommes politiques sera mise à mal du fait que ces gens étaient au courant et le sont déjà depuis longtemps. Plus qu'une crise économique, c'est d'une crise de civilisation dont il s'agit.

L'importance du lobby pétrolier

Aucune donnée officielle sur la production pétrolière ne mentionne de déclin des extractions avant (au pire) 2030. Les chiffres officiels ne sont pas fiables. Officieusement admise depuis toujours par les connaisseurs du monde pétrolier, la falsification des données officielles sur les réserves de pétrole encore disponibles serait systématique. L'accusation concerne à la fois les Etats qui produisent le pétrole, ceux qui le consomment ainsi que les groupes privés qui le vendent. Cette accusation émane de l'Aspo : Association for the study of peak oil. Elle rassemble plusieurs départements universitaires européens de géologie autour d'un noyau dur d'une dizaine de retraités bénévoles, tous anciens hauts responsables de la prospection de groupes pétroliers tels que Fina, Total ou Shell. Il existe de nombreuses associations indépendantes de chercheurs et spécialistes dans ce genre, qui s'accorde sur cette question du pic pétrolier (ou appelé aussi « Pic de Hubbert »).

La CIA étudie le pic pétrolier depuis les années 70 (Richard Heinberg). Les gouvernements aussi (Michael Meacher). Dick Cheney, ancien PDG d'Halliburton, grosse compagnie pétrolière américaine, qui a obtenue des gros contrats en Irak avec la guerre, avait à la fin des années 90 déjà parlé des difficultés que connaîtra l'industrie pétrolière pour faire face à la demande en pétrole dans la première décennie du 21ème siècle. Selon plusieurs associations écologistes, Cheney n'aurait rencontré que des industriels, et quasiment aucun organisme de défense de l'environnement pour élaborer en 2001 le plan énergétique des Etats-Unis pour les dix prochaines années...

En 2002, la Douma (parlement russe) a voté une loi d'après laquelle révéler les réserves de gaz et de pétrole russe est un crime passible de 7 ans de prison [12]..

"Le pic pétrolier n'est rien d'autre qu'une théorie", a déclaré Andris Piebalgs, commissaire à l'énergie de l'union européenne, en février 2006...

Guerres de ressource

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, le pentagone a dressé une liste des états "voyous", constituant un "axe du mal" de pays "ennemis de la démocratie". Il est important de souligner que parmi cette soixantaine d'Etats abritant des "terroristes", une bonne partie sont situés



dans des zones de pétrole et/ou de gaz. L'Asie centrale, ou de nouveaux gisement ont été découverts en 2000 et 2001, (le bassin de la mer Caspienne est la seconde zone en terme de ressources pétrolières), et le moyen-orient sont les régions qui ont le plus de ressources pétrolières dans le monde, sans compter les autres ressources.

Quand on observe l'implantation des bases militaires dans ces zones, on constate que celles-ci se sont multipliées depuis 2001, pour atteindre un nombre impressionnant, et d'autant plus autour des régions à fortes ressources pétrolières...

De plus, de nombreuses enquêtes indépendantes (les seules) mettent à mal la version officielle des attentats du 11 Septembre 2001, alibi de toutes ces guerres.

Il est certainement beaucoup plus facile de se trouver des boucs émissaires à l'autre bout du monde que de modifier ses modes de fonctionnement profond, et d'admettre ses responsabilités dans la radicalisation des pays orientaux.

Tout cela ne fait que mettre en évidence la « militarisation en masse de la politique » [13], visible à la fois à travers la politique extérieure des pays du Nord, mais aussi à travers leur politique

intérieure. Des lois comme le Patriot Act, ou d'autres lois dites « anti-terroristes » dans d'autres pays, servent aussi à contrôler les mouvements sociaux, qui risquent d'être d'autant plus forts avec la crise qui s'annonce...

Les questions énergétiques sont centrales, et nous ne pouvons mener aucune analyse lucide sur notre monde sans en tenir compte. Michael Meacher, parlementaire, et ancien ministre britannique de l'environnement le dit : « Oil is power », n'oublions pas que l'énergie c'est le pouvoir, donc la politique.

"Tout doit changer pour s'adapter à la réalité" [14], nous devons absolument nous battre contre les abbérations de la mondialisation orchestrées par les néolibéraux de l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale, soutenu par les grandes puissances mondiales. Le grenelle de l'environnement a-t-il abordé ces problèmes? Tout ceci n'est que poudre aux yeux, effets d'annonce et propagande. Nous devons dès maintenant relocaliser la vie, modifier nos modes de production, et construire le monde de l'après pétrole. La crise pétrolière qui commence déjà risque d'être une période d'immenses troubles sociaux, une période de tous les possibles... Organisons nous dès maintenant. Non seulement il est plus que temps de baser nos modes de production sur les énergies renouvelables, mais il est temps de placer enfin le respect de notre environnement au centre de la politique, de notre façon de vivre ensemble. Même les énergies renouvelables, comme la terre ou l'eau, ne sont pas exploitables à volonté, et on le voit, l'hyper-consummation inhérente au capitalisme finira bien un jour ou l'autre par détruire ces sources mêmes de nos vies. [15]

[1] Michael Meacher : Parlementaire, et ancien ministre britannique de l'environnement

[2] Colin Campbel : Géologue et membre de l'Association for the Study of Peak Oil and Gas

[3] Julian Darley, fondateur de l'institut "post Carbon"

[4] Michael Meacher

[5] Jean Marc Jancovici, Ingénieur Conseil spécialiste des émissions des gaz à effet de serre

[6] « Le pétrole n'est pas un problème. Le pétrole est LE problème », par oleocene.org, Eric

[7] « Les agrocarburants sont-ils une voie d'avenir ? », Arnaud Caron (blog internet)

[8] Aspo : Association for the study of peak oil

[9] Voltaire.net, « L'avenir du gaz naturel », par Arthur Lepic

[10] Chris Sanders

[11] Julian Darley, fondateur de l'institut "post Carbon"

[12] transfert.net, « Les réserves de pétrole sont dangereusement surévaluées, dénonce un groupe d'experts »

[13] Nafeez Mossaddeq Ahmed : Analyste politique, auteur de "La guerre contre la vérité"

[14] Richard Heinberg

[15] Nombreuses citations tirées du documentaire « Oil, smoke&mirrors », documentaire indépendant.

Le pic pétrolier, on en entend parler depuis pas mal de temps... Pourtant, le pic pétrolier arrive bien, mais on continue à nous en parler comme d'un événement encore lointain, et faire des promesses concernant des alternatives qui n'en sont pas... Nous sommes encore tellement nombreux à sous-estimer l'impact que peut avoir le pic pétrolier sur notre civilisation, et l'importance de cette question, ou plus largement des questions énergétiques, dans la politique actuelle des gouvernements... Pourtant, c'est bien d'une crise de civilisation dont il s'agit, qui affectera très profondément et sans doute très durement notre vie quotidienne... Réveillons nous !

Le pic pétrolier arrive

A la fin des années 70, nous avons déjà découvert les 4/5ème des gisements pétroliers que nous connaissons actuellement. Nous consommons dans le monde 84 Millions de barils de pétrole par jour, et toutes les études, même les plus optimistes, nous disent qu'on ne pourra pas dépasser les 95 millions de barils. [1]

Depuis 1980, la consommation dépasse les réserves découvertes (nous dépensons actuellement quatre barils de pétrole pour chaque baril découvert).

53 pays producteurs de pétrole produisent moins que par le passé, le pic pétrolier de l'Angleterre était en 1999, celui de la Norvège est déjà passé, celle-ci voit son extraction baisser de manière fulgurante (6% par an). Depuis 1971, la production de brut aux USA ne cesse de baisser. Bien sûr, ce phénomène n'est pas propre à ce pays mais commun à toutes les régions productrices. Seule la date diffère. A l'heure actuelle, la plupart des pays ont atteint ou dépassé leur pic de production. Les seuls pays ne l'ayant pas encore atteint sont au moyen-orient.

Il ne reste que du pétrole en eaux profondes [2]. Pour extraire du pétrole, du charbon ou des sables bitumineux, on a besoin d'énergie (pompes, etc), et donc de pétrole. En d'autres termes, il arrive un moment où l'extraction n'est plus rentable, et ceci quel que soit le prix du marché.

Et pourtant, la demande en pétrole s'accroît toujours plus, nos économies reposent sur le pétrole, la sacro sainte croissance repose sur le pétrole, et cette croissance engendre une demande toujours plus forte en pétrole. Croissance économique signifie croissance des déplacements, donc croissance de la demande en pétrole [3]. Ces dernières années, de nouveaux très gros consommateurs (la Chine et l'Inde pour l'essentiel) sont apparus sur le marché et consomment autant qu'ils le peuvent.

La plupart des études situent le pic pétrolier entre 2010 et 2015, mais on sent déjà le déclin. La chute sera un long déclin, environ 2 à 3% des ressources pétrolières par an, sans oublier que la demande continuera d'augmenter encore... [4]

Des « alternatives » ?

Parmi ce qui nous est présenté comme des alternatives au pétrole, il y a les fameux agrocarburants, appelés aussi à tort « biocarburants », mais n'ayant absolument rien de « bio », puisqu'ils sont et seront produits par la filière agricole classique, impliquant tracteurs, engrais, pesticides et déforestations. Le gouvernement De Villepin a fixé un objectif de 7% d'agrocarburants en 2010 en France, l'Union Européenne de 10% d'ici à 2020, mais le gros problème c'est que la fabrication d'agrocarburants implique une agriculture hyper-intensive, d'immenses étendues agricoles (donc d'autant plus de déforestation, comme c'est déjà le cas en Amazonie ou en Malaisie et Indonésie...), de suppressions de jachères, avec appauvrissement des sols ou encore pollution des nappes phréatiques, et ça va de soi, OGM...

Pour tenir ses objectifs en biocarburants, la France devra en effet,

dès 2008, mobiliser 2 millions d'hectares supplémentaires en oléagineux, blé et betterave. alors qu'on estime qu'au maximum 536 000 ha peuvent être dévolus à la culture d'agrocarburants sans impact majeur sur l'environnement... (D'après le Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité (CSPNB)). Pire, [5] il faudrait par exemple cultiver 118% de la surface totale de la France en tournesol pour remplacer l'intégralité des 50Mtep (Mtep= Millions de Tonnes d'équivalent pétrole) de pétrole consommés chaque année (juste) par les Français dans les transports (104% de la surface nationale avec le Colza, 120% avec la betterave et 2700% avec le blé)... [6]

Pour limiter ces impacts, l'importation d'agrocarburants sera encouragée et d'immenses exploitations agricoles intensives se développeront dans les pays du Sud pour faire rouler les voitures du Nord...

Enfin, pour faire un litre d'agrocarburant, il faut en effet dépenser de l'énergie... c'est-à-dire brûler du pétrole. Pour produire de l'engrais, pour cultiver, pour transporter, pour distiller, c'est toujours l'énergie fossile qui est mobilisée. La fabrication d'agrocarburants consomme des combustibles fossiles dans des proportions variant de 30% à presque 100% de la masse produite.

Si l'on prend le plus productif des agrocarburants, l'esther d'huile de colza, il faudrait, pour pouvoir en remplir tous les réservoirs français (50 millions de TEP), cultiver 2,3 fois les superficies actuellement cultivées, et malgré tout consommer, pour le produire, 18 millions de TEP ! [7]

Quant au gaz naturel, qui est aussi présenté comme une alternative, la projection de Jean Laherrère, de l'ASPO [8], prévoit son pic en 2030. L'ASPO rassemble plusieurs départements universitaires européens de géologie autour d'un noyau dur d'une dizaine de retraités bénévoles, tous anciens hauts responsables de la prospection de groupes pétroliers tels que Fina, Total ou Shell. Si les États-Unis sont dans une situation très critique concernant

leur approvisionnement futur en gaz naturel, l'Europe n'est guère mieux lotie... Jean Laherrère est le seul français parmi les membres fondateurs de l'Aspo. Aujourd'hui retraité et bénévole, ce géologue a travaillé pendant trente-sept ans pour Total, et a longtemps été le patron des techniques d'exploration du groupe. [9]

Un autre problème de taille est qu'il ne peut être transporté aux antipodes et doit se consommer à proximité des lieux de production. Surtout, les conflits d'aujourd'hui portent moins sur le contrôle du marché actuel que sur celui à venir car le gaz naturel restera abondant lorsque le pétrole viendra à manquer.

Bien sûr, les recherches doivent se poursuivre dans ces domaines, mais à l'heure actuelle il faut bien se rendre à l'évidence qu'il n'y a aucune énergie qui pourrait avoir un rendement équivalent au pétrole, sans saccager la planète. Il n'y a pas d'alternatives. C'est bien notre mode de vie qu'il faut changer.

Une catastrophe sans précédents

Il est désormais certain que la crise pétrolière marquera une crise économique sans précédents dans l'ère de la modernité. L'économie pétrolière s'effondrera, les investissements dans ce domaine diminueront

2 octobre, le calme semblait être revenu à Rangoon, ancienne capitale de l'ex-Birmanie, une fois de plus la junte avait imposé l'ordre, 13 morts officiellement, mais bien plus étaient sans doute à déplorer. Un mois plus tard, une chappe de plomb pèse sur le pays, les moines ont disparu, les pagodes et lieux publics sont désertés malgré la levée du couvre feu, la peur règne dans le pays, la junte impose sa définition du retour à la normale. Peu d'informations nous parviennent, et de toutes façons l'info est ailleurs maintenant, en attendant la prochaine crise !!

La junte s'est tout de même fait une frayeur cette fois-ci, les religieux très respectés de la population manifestèrent contre la brusque augmentation (200%) du prix de l'essence, des transports et produits de première nécessité. L'ONU s'est alarmé, les USA ont menacé, notre président s'en est mêlé, un émissaire fut envoyé et la junte reprit le contrôle des rues (arrestations massives, couvre feu, barrage et blocus des Pagodes, interdictions de se rassembler à plus de cinq dans les rues...). Plus d'hommes en armes que de manifestants, une contre manifestation de propagande, un pays coupé du monde et voilà la fin d'un léger soubresaut.

La question est, pourquoi un pouvoir qui commet de telles atrocités n'est-il pas plus sanctionné, isolé ou poussé à rendre des comptes, ou dépossédé par la force de son pouvoir (comme en Irak !!) ? Pourquoi Russie et Chine mettent elles systématiquement leur veto contre des sanctions à l'encontre de ce pays. On entend dire, que serait le monde sans des instances de soi-disant régulation comme le FMI et l'OMC, mais on ne se demande sans doute pas assez ce qu'il est réellement aujourd'hui, grace ou plutôt à cause de ces instances.

Voilà un pays riche par ces ressources, mais pauvres par sa situation politique. La logique voudrait qu'il soit donné aux habitants de ce pays les moyens de tirer profits pour eux même et par eux même de leurs propres richesses. En 1990 des élections eurent lieu dont le but pour la junte était de légitimer son pouvoir. Le parti d'opposition mené par Aung San Suu Kyi (la Ligue nationale pour la démocratie ou NLD) remporta les élections avec plus de 80% des voix. La junte refusa le choix du peuple et assigna à résidence la fille du général Aung San, le héros de l'indépendance, et seul sans doute son prix nobel la protège aujourd'hui. En Birmanie le budget de l'état est très largement consacré à l'armement, de 1988 date du coup d'état de la junte à 1990 date des élections, les forces armées ont doublé leurs effectifs, passant à plus de 300 000 hommes. A côté de cela le budget social, celui de l'éducation correspondent à moins de 5%, beaucoup d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté (moins d'un dollars par jour)...

D'où vient cet armement et comment est t'il financé ?

Deux sources de revenus pour la dictature et son SLORC (Conseil d'Etat pour la restauration de la loi et de l'ordre), l'héroïne et l'opium dont le pays est second producteur au monde après l'Afghanistan (il faut se demander qui sont les consommateurs qui permettent ce trafic) et ses ressources souterraines, gaz et pétrole, exploitées par des multinationales peu scrupuleuses quant à leur éthique et quant à leur impact sur le pays. Il faut savoir que toute activité économique dans ce pays finance son gouvernement, ces multinationales (comme Total par exemple) n'ont que des participations dans des entreprises nationales contrôlées directement par la junte. Mais quand on demande à l'entreprise Total pourquoi elle ne se retire pas, la réponse est immanquablement : d'autres entreprises moins regardantes que nous prendront notre place, et nous avons financé des programmes favorables aux populations locales.

Bref l'entreprise fait du business et ça paraît normal. Après tout ce n'est pas elle qui a fait déplacer directement des populations pour soi-disant sécuriser la zone des travaux, et a usé du travail forcé, c'est la junte, quoi qu'en disent les travailleurs Birmans qui ont porté l'affaire devant les tribunaux. Après tout, lors du procès, Bernard Kouchner, le père de l'ingérence humanitaire, ne les a t'il pas couvert

dans un rapport payé par eux mêmes ? Après tout c'est pas de leur faute si l'argent qu'ils ont versé à la MOGE (Myanmar Oil Gas Enterprise), avec laquelle ils sont en contrat, a servi pour des contrats d'armement passés par le SLORC avec la Pologne (achat de 24 hélicoptères d'occasion et formation des pilotes) (Pologne présidée à l'époque par le prix Nobel de la paix, Lech Walesa). Donc pour résumer pétro-dollars et narco-dollars irriguent ce pays afin qu'il puisse s'armer contre de dangereux bonzes épris de démocratie.

Heureusement pour les Birmans, leur pays est bien placé dans la liste des célèbres dictatures de l'axe du mal constituée par le gendarme du monde nord américain. Problème pour le pays, ce gendarme est impotent, face aux alliés de la dictatures que sont la Chine, l'Inde, la Russie et qui ces jours-ci encore investissent tout azimut (l'Inde pour le pétrole, la Chine pour le militaire et la Russie pour un centre de recherche nucléaire qui fait scandale : Eh non, la guerre froide même sous les tropiques n'est pas complètement achevée !). Car on aura beau critiquer Total, il est vrai que ce sont surtout les pays limitrophes de la Birmanie qui participent à son exploitation. Et la concurrence fait rage. Seulement, aux frontières, les tensions sont vives entre les rebellions et la junte qui usent de tout les moyens possibles et imaginables pour sécuriser la zone et favoriser le business. Destructions des villages ("Des photos satellites, prises plusieurs mois avant les violents affrontements de Rangoon, révèlent des villages détruits et des déplacements forcés de populations en Birmanie, indiquent vendredi des chercheurs américains) . Les photographies haute définition prises en avril et analysées par l'American Association for the Advancement of Science (AAAS), basée à Washington, révèlent des zones de terre brûlée où des lieux d'habitation ont apparemment été détruits." (paru dans le Monde), des déplacements de populations pour mélanger les ethnies pro-gouvernement avec les anti-gouvernement. Les populations musulmanes et chrétiennes font face à la persécution religieuse. La junte a signé la paix avec certaines factions rebelles en les autorisant à cultiver l'opium...

Alors que régule donc les instances de gouvernance mondiale

Bref, voilà une dictature dont le système capitaliste s'accommode pour le moins, puisque toutes ces exactions lui rapportent indirectement. Alors, que régulent donc les instances de gouvernance mondiale ! Pourquoi n'oblige t'on pas la Chine et l'Inde à clarifier leur position quant à la Birmanie, la Corée du Nord ? Pourquoi les sanctions économiques ne sont elles pas dirigées contre ces pays (Chine...) ? Parce ce que nous avons peur, parce qu'on a beaucoup trop d'intérêts à ne rien dire ni rien faire. Malgré tout, le temps de la diplomatie est venu. De manière unilatérale, du 28 octobre au 1er novembre, Kouchner fait sa tournée en Asie et fin novembre, N. Sarkozy lui emboîte le pas en Chine. Le but est d'appuyer la position européenne contre les agissements de la junte auprès des pays limitrophes qui la soutienne. Mais ne faut il pas aller plus loin ? On peut se demander pourquoi personne par exemple ne boycottera les jeux olympiques en 2008, au niveau des fédérations comme au niveau des téléspectateurs ? Sans doute aurons nous oublié la Birmanie et ses moines et que notre société pétro d'individualisme par le système (pas seulement économique certes, il faut penser de manière plus complexe) n'en aura tout simplement plus rien à faire et que chacun se dira que sa petite action (ou non action précisément) ne changera rien (principes des effets pervers décrits notamment par Raymond Boudon). Alors voila, cherchons donc à savoir à quoi servent réellement les instances mondiale. Il serait temps d'investir ses outils de gouvernance qui, une fois responsabilisés, auraient un réel pouvoir de dissuasion.

DE DEMI-MENSONGES EN CONTRE-VÉRITÉS. COMMENT CONSTRUIRE UN DICTATEUR IMAGINAIRE.

Le personnage du Président vénézuélien et son pays sont devenus un objet médiatique autonome, ayant sa propre vie, en dehors de ce qu'une vision honnête de la réalité peut fournir à l'observateur non-impliqué dans le champ journalistique (1). Petite revue de presse de décembre 2006 à mai 2007

“Les craintes de dérives autoritaires du régime « chaviste » sont renforcées par la volonté du chef de l'État d'organiser un référendum sur la fin de la limitation du nombre de mandats successifs du président de la République. En clair : il souhaiterait se présenter pour un troisième mandat dans six ans. Si la réalité de la politique de Chávez a été jusqu'ici en retrait par rapport à la virulence de son discours, il dispose cette fois de toutes les clés pour sa « révolution socialiste du XXIe siècle ».” Libération

“Un nouveau dossier pourrait se révéler plus difficile à gérer pour Hugo Chavez : sa décision de ne pas renouveler la concession de la chaîne privée Radio Caracas Television (RCTV) qui prend fin le 27 mai. Le 22 avril, des milliers de Vénézuéliens sont descendus dans la rue pour défendre RCTV, proche de l'opposition et dont les émissions populaires sont très appréciées dans la population. Chavez accuse cette télévision de « putschisme ». « Nous avons 40 % de l'audience et nous employons 3 000 personnes, s'insurge Marcel Granier PDG de RCTV. Ne pas renouveler notre licence constitue une atteinte grave à la liberté de la presse dans notre pays. » Le dossier est actuellement étudié par l'organisation des États américains (OEA). « Si l'OEA nous condamne, nous sortirons de l'organisation », a menacé, lundi, Hugo Chavez.” fin de l'article de Patrick Bèle publié dans le Figaro du 2 Mai 2007 intitulé “Chavez déclare la guerre aux institutions internationales”

Premier défaut du journaliste, il lit et se calque sur ce qu'écrivent les autres journalistes, et, pas n'importe lesquels, ceux de la presse dite de “référence”, à savoir le Washington Post, le Wall Street Journal, the Guardian, The Times, the Economist et, en France, le Monde, Le Figaro et Libération (2). Par cette facheuse tendance nous obtenons une sorte d'unanimité d'apparence pluraliste contre le processus en cours au Venezuela. Bien sûr la “carrière” de Chávez dans les médias n'est pas homogène, elle a subi des altérations, mais, en gros on peut dire, pour ce qui est de la presse française que l'on est passé d'un dictateur populiste peu crédible à vocation totalitaire à un personnage plus complexe et plus subtil, toujours populiste, toujours aussi irrationnel et brutal, mais sachant mener de manière habile et, forcement sournoise, une diplomatie d'échelle régionale, capable de manoeuvrer afin d'atteindre peu à peu, on le pressent, le grade du dictateur communiste se tournant lui-même en ridicule aux yeux de la “communauté internationale”, mais maintenant son peuple-victime sous le baillon du totalitarisme.

N'oublions pas l'inévitable allusion au pétrole comme unique “arme” ou “moyen de paiement”, suivie généralement de la mention d'une ô combien compromettante amitié avec l'horrible Fidel Castro. *“Avec 50 milliards de dollars de recettes pétrolières empochés chaque année - dont une bonne partie payés par les consommateurs américains -, Chávez a les moyens de servir sa « cause ». Son populisme antilibéral gagne du terrain et gonfle les rangs de ses obligés.”* (3) *“En face, Manuel Rosales, 53 ans, défend une « démocratie sociale » et dénonce « les dérives castro-communistes » d'un Président qui considère le dictateur cubain comme son « père révolutionnaire »”* (4), *“Le choc, il n'est pas entre des civilisations différentes. Il est entre ceux qui se sont convertis à la démocratie et ceux qui rêvent d'une société totalitaire.”* (5) ;

Ainsi donc tout “évènement” au Venezuela méritant une couverture sera sélectionné en fonction de la conformité avec cette image préétablie (et qu'il convient d'amender quand décidément la réalité la contredit trop crument) et sera relaté au lectorat ainsi conditionné, sous forme d'un titre accrocheur, (“Chavez déclare la guerre aux in-

stitutions internationales” (6), “Chávez vise la réélection illimitée” (7)) allant dans le sens de ce préconditionnement, d'un sous-titre plus “objectif” (nous sommes tout de même dans la presse de référence) et d'un article contenant l'”information” englobée d'une suave rhétorique visant à rappeler que quoi qu'il s'y passe, au Venezuela il y a du pétrole, une ressource louche avec laquelle on peut “acheter” électeurs et peuples voisins, il y a Chávez, un bouffon populiste dont il faut se méfier car de tendance totalitariste.

Deuxième défaut du journaliste de la presse de référence, il a un ego surdimensionné, mais il est employé par des actionnaires très riches et très intéressés par la stabilité du régime démophile dit de “démocratie représentative”. D'où l'impossibilité pour lui de changer d'avis et de revenir sur ses écrits précédents sans porter un coup à sa crédibilité mais surtout à son employabilité. De sorte qu'il lui faut filer la métaphore jusqu'au bout, maintenir en vie cet objet médiatique vendeur, en occultant ce qu'il faut pour pouvoir faire valoir son talent, sans trop avoir l'air de mentir ; *“Le président américain arrive dans une région irriguée depuis des années par l'antiaméricanisme virulent que le président du Venezuela, Hugo Chavez, finance avec les revenus du pétrole de son pays, troisième fournisseur de brut des États-Unis.”* (8). Ainsi de vagues dépêches AFP seront brillamment enrobées en articles d'envoyé spécial, que l'on s'imagine au bord de la piscine d'un grand hotel, se rêvant écrivain-journaliste, à l'instinct infallible, interprète visionnaire des soubressauts du monde.

Dès lors, par des procédés journalistiques bien connus et qui sont appliqués à maintes reprises sur des “objets médiatiques” très variés, nous obtenons une sorte de cercle à l'intérieur duquel peut se développer une argumentation et des points de vues distincts mais au-delà duquel aucun de ces journalistes n'oserait s'aventurer. D'où l'occultation systématique de ce qui pourrait aller à l'encontre du discours de convenance sur Chávez et la politique du Venezuela, et, lorsqu'il faut bien parler de ce qui s'y passe concrètement, chacun s'emploie avec les ressources qui sont les siennes à masquer, minimiser, décrédibiliser les réussites objectives accumulées par le gouvernement bolivarien comme son incontestable respect du pluralisme et des canons de la démocratie. Ainsi donc, faisant fi des immenses avancées démocratiques et du profond bouleversement politique et social que connaît la société vénézuélienne, notamment dans sa partie la plus pauvre, les journalistes de Libération, du Monde et du Figaro s'appliquent à fabriquer l'image d'un tyran assis sur une bombonne de pétrole faisant la nique de manière bouffonne et irréaliste à la toute puissante administration état-usienne. En bons élèves de la pensée unique néolibérale, ils n'hésitent pas à utiliser des formules rhétoriques usées jusqu'à la corde pour formater l'opinion publique dans le sens de ce qu'ils aiment appeler le “réalisme”, à savoir qu'il n'y a pas d'alternative crédible au néolibéralisme.

Parmi ces procédés rhétoriques on peut citer celui qui consiste à apposer une formule épithète à un nom ou une institution, déjà dénoncée dans les années soixante par H. Marcuse (9) , *“Le très populiste et anti-impérialiste président vénézuélien, Hugo Chávez”* (10) , le probabilisme, *“il n'y a pas eu encore d'incidents... malgré la tension ... palpable”* (11), ou l'utilisation de formules verbales et de certains champs lexicaux visant à colorer de manière négative la réalité par l'activation de connotations, *“Alors que le chef de l'Etat s'est arrogé le pouvoir de légiférer et que le Congrès a été mis en veilleuse..”* (12) , *“Avec en plus le levier des pétrodollars qui lui donne, sinon une stature, du moins une audience mondiale. Chavez arpente la planète et cajole sans relâche les adversaires des États-Unis. Il fraye avec l'Iran, achète des armes aux Russes et noue des alliances énergétiques avec la Chine”* (13) ; enfin la plus grossière qui consiste à volontairement laisser de côté tout un pan de l'information, faute de place, nous dira-t-on, voire à carrément mentir ; *“Mais pour se donner des marges de manoeu-*

vre, rien ne paraît suffisant au « lider bolivarien ». Ainsi il a décidé, en décembre dernier, la création d'un parti unique regroupant l'ensemble des partis qui le soutiennent”, notez comment le journaliste de Libération amène cette information de la création d'un parti uni de la gauche Vénézuélienne, le PSUV (Partido Socialista Unido Venezolano), de façon à ce que le lecteur, qui partage cette connivence de la gauche “réaliste” et, grâce à Libération, est au fait de ce qui se passe au Venezuela, traduise : Chávez est en train de s'arroger les pleins pouvoirs avec la mise en place d'un parti unique, nous sommes bien en face d'un régime potentiellement totalitaire de type staliniste, on ne m'y reprendra pas deux fois...

Troisième défaut du journaliste, il a tendance à porter son regard de manière ethno- et sciocentrée, c'est ce qu'on appelle des effets de *position* et de *disposition* (14). C'est-à-dire qu'il lui devient impossible d'imaginer une politique étrangère qui puisse être portée par d'autres valeurs que la recherche de la puissance, de l'hégémonie et de l'intérêt, *“le président Hugo Chávez, qui depuis son élection fin 1998 n'a cessé de clamer ses ambitions panaméricaines”* (15) ; car la pensée des relations internationales de Machiavel à Kissinger en passant par Ricardo ne laisse pas de place à la solidarité internationale, l'entraide, le don gratuit, en dehors de l'intérêt économique ou sécuritaire. De même tout discours et action politique basée sur une autre idéologie que la sienne, toute affirmation selon laquelle un peuple n'est en aucune raison tenu de suivre le “modèle” occidental, leur semble irrationnelle, indigne d'être prise au sérieux, *“Il se rêve en « leader mondial » de l'anti-impérialisme”* (16). Pire encore, ses fréquentations et ses préjugés lui impriment des attentes particulières quant à la manière dont un chef d'Etat doit se comporter pour paraître sérieux, réaliste, tout homme qui ne porterais pas cravate et qui se comporterais comme l'homme du peuple qu'il est, sera vu comme un populiste, un mégalomane voué aux gémonies de la presse occidentale, voire un bouffon dont on peut tout au moins se gausser ; *“...des rodomontades qui rencontrent un immense succès.”* (17). Ils lui préféreront l'homme du monde, le riche, ou celui qui fait semblant, au moins, de jouer le “jeu”, celui du bourgeois gentilhomme.

Bien évidemment tous les lecteurs de ces journaux n'en sont pas dupes pour autant, en témoignent les nombreux commentaires souvent incendiaires à l'égard de tel ou tel article, mais, il est difficile de s'opposer à une telle machine de guerre qui tire sa force non pas de la subtilité de ses attaques mais bien de leur caractère répétitif. Des demi-mensonges, des contre-vérités répétées à outrance, chaque fois qu'il s'agit du Venezuela, finissent par produire une vérité, surtout lorsqu'elles viennent de tels journaux, surtout lorsque “la presse est unanime”.

Il va de soi qu'en l'absence de preuve nous nous refuserons à parler de manipulation voire de complot, préférant imputer ces distortions à des caractéristiques sociologiques propres au champ journalistique, pour ce qui est de la France au moins, car, il est désormais certain qu'un plan de “guerre psychologique” est mis en oeuvre par le Département d'Etat Américain. “Guerre psychologique” qui connaît une deuxième phase plus agressive (après le coup d'Etat manqué du 11 avril 2002), lancée par Mme Rice, en janvier 2005 dans son célèbre discours sur la “force négative” de Chávez en Amérique du Sud, et appuyée par la conférence de presse de Richard Boucher, porte parole du Département susmentionné, indiquant que *“...le Gouvernement des États-Unis a de sérieuses préoccupations envers la politique antidémocratique et préjudiciable du président Chávez et de son gouvernement”* (18). Ainsi se diffuse dans les médias de masses étasuniens l'image de dictateur que l'on connaît, reprise en coeur par le reste de la presse occidentale et, plus grâve, à l'intérieur même du pays concerné. Les médias privés Vénézuéliens, ayant pris une part active dans le coup d'Etat de 2002, pratiquent une désinformation en règle visant à monter la population vénézuélienne contre son propre président pourtant réélu avec plus de 62% des suffrages.

Le cas de la non-rénovation de la concession de Radio Caracas Television est symptomatique. Cette chaîne privée a contribué activement à l'organisation du putsch militaire-industriel, elle a continué d'émettre depuis, distillant mensonges et insultes à l'égard du garant légitime des institutions vénézuéliennes. Or celui-ci a profité de l'expiration du bail de la concession sur le spectre radio-électrique (propriété collective des vénézuéliens), pour annoncer qu'elle ne serait pas renouvelée ce 27 Mai 2007. La “dictature” de Chávez est tellement dure qu'elle n'empêchera même pas la diffusion des mensonges de la chaîne RCTV sur le câble et le satellite, elle se servira seulement de l'espace laissé libre pour proposer des programmes conçus et réalisés par et pour le peuple. Actuellement, dans tout le pays, des débats sont organisés pour que chacun puisse s'exprimer sur la télévision dont il a besoin et qu'il souhaite pour lui et sa famille, une télévision bien loin des schémas commerciaux, qui visent à préparer du “temps de cerveau disponible” aux annonceurs. Alors que le dirigeant Marcel Granier (putschiste et calomniateur avéré) parle de fermeture forcée de sa chaîne et en appelle au monde entier au respect de la “liberté d'expression”, que Reporter Sans Frontières (19) le soutient, que le Parlement Européen s'apprête à adopter une résolution condamnant l'initiative du Président Chávez, le peuple vénézuélien, par sa lucidité dans l'analyse du danger que représente la télévision commerciale, par sa volonté de débattre et d'échanger sur la télévision qu'il souhaite construire, est en train de donner une nouvelle fois au monde une leçon de Démocratie.

Johann Caracas, le 18 Mai 2007.

1. Voir Patrick Champagne, “Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique”, Paris, Éditions de Minuit, 1990.
2. Nous occultons ici volontairement le Monde Diplomatique car, s'il est bien un journal de référence à l'international, traduit en plusieurs langues, il n'est manifestement pas lu par les journalistes français écrivant sur le Venezuela.
3. “Le plan Bush contre Chávez”, éditorial du Figaro du 8 Mars 2007 par Stéphane Marchand
4. “Chávez vise la réélection illimitée, Le président sortant donné favori pour la présidentielle face à son rival Manuel Rosales.”, par J-H Armengaud, envoyé spécial de libération à Caracas, le 4 décembre 2006.
5. Mardi 6 février 2007 Philippe Val de Charlie hebdo accuse dans une entrevue donnée au journal Libération, parlant de Chávez et Castro,

au passage mis sur le même plan que Kim jong Il.

6. Article de Patrick Bèle publié dans le Figaro du 2 Mai 2007.
7. Libération, art. cit.
8. Stéphane Marchand, art. cit.
9. Voir l'Homme Unidimensionnel, 1964.
10. Marc SEMO, le 25 décembre 2006 dans un article du journal Libération consacré au politiquement correct pendant les fêtes...
11. J-H Armengaud, Libération, art. cit.
12. “Démocratie participative à la Chávez”, Le Monde du 21 Avril 2007.
13. Stéphane Marchand, Le Figaro, art. cit.
14. Voir “L'Idéologie, ou l'origine des idées reçues”, Raymond Boudon, Paris, Fayard, 1986 (en poche : Seuil/Points, 1992) .
15. “Hugo Chávez dit « Ciao » à la Banque mondiale et au FMI”, par Vittori de Filipis, dans le Monde du 2 mai 2007.
16. “Jeu de dupe autour du pétrole brut”, Par J-H Armengaud dans le Libération du 13 mars 2007.
17. Stéphane Marchand, art. cit.
18. Conférence de presse du 14 janvier 2005 citée par Eva Golinger dans “Bush Vs Chávez : la guerre de Washington contre le Venezuela”, chap. 8.
19. Organisme notamment financé par la NED, célèbre agence de communication alimentée par la CIA. Son président Robert Ménard affirmait le 21 janvier 2004 dans les colonnes du Nuevo Herald (Miami) que *“le gouvernement de Hugo Chávez est un échec, une catastrophe économique de promesses non tenues”* alors que le 13 avril 2006 le Figaro se voyait contraint de reconnaître que *“l'économie vénézuélienne est depuis deux ans la plus dynamique d'Amérique latine : Le PIB a crû de 17,9% en 2004, de 9,4% en 2005 et probablement 7% cette année”*. (source Maxime Vivas), sans compter bien sûr les efforts considérables en terme d'éducation effectués par le gouvernement bolivarien, les dépenses de santé et d'infrastructures diverses, investissements non-négligeable pour l'avenir économique du pays.

